**IE25162**

**TROISIÈME SESSION ORDINAIRE DU COMITÉ TECHNIQUE SPÉCIALISÉ DE L’UNION AFRICAINE SUR LA COMMUNICATION ET LES TIC,**

**SHARM EL SHEIKH (EGYPTE), 22-26 OCTOBRE 2019.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **AFRICAN UNION** | http://www.africa-union.org/AU symbols/logo.gif | **UNION AFRICAINE** |
|  | **UNIÃO AFRICANA** |

**SESSION DES EXPERTS**

**22-24 Octobre 2019**

**DOCUMENT DE TRAVAIL**

**SOMMAIRE**

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE : RAPPORTS D’ÉTAPE

SECTION I : RAPPORT DU BUREAU SORTANT DU CTS-CTIC

SECTION II : SECTEUR DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS ET DES POSTES

SOUS-SECTION I : HARMONISATION DES POLITIQUES ET DES RÈGLEMENTATIONS

* + - 1. Stratégie globale de transformation numérique (DTS)
      2. Initiative de politiques et réglementations pour l’Afrique numérique (PRIDA)
      3. Plan d’action pour le developpement durable du secteur de la poste en Afrique

SOUS-SECTION II : PLANS DIRECTEURS

Rapport intérimaire sur le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

Stratégie pour débloquer l’accès aux infrastructures et aux services de base dans les régions rurales et éloignées.

SOUS-SECTION III : QUESTIONS RELATIVES À L’INTERNET

* + - 1. Rapport sur le Forum sur la gouvernance de l’Internet en Afrique (AfIGF).
      2. Cybersécurité

SOUS-SECTION IV : PROJETS PHARES ET INITIATIVES SPÉCIFIQUES DE L’AGENDA 2063 DE L’UA

Réseau électronique panafricain (PAeN)

Cybersécurité

SECTION III : INFORMATION ET COMMUNICATION

* + - 1. Construction de l’image de marque de l’UA & promotion de l’Agenda 2063
      2. Mise à jour sur le projet de Studio de l’UA
      3. Mise à jour sur le Livre des records africains
      4. Prix média de l’UA
      5. Capacité des ressources humaines et compétences en communication

DEUXIÈME PARTIE : CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

Union africaine des télécommunications (UAT)

Union panafricaine des Postes (UPAP)

Banque africaine de développement (BAD)

SMART Africa

TROISIÈME PARTIE III : GOUVERNANCE – COORDINATION ET PARTICIPATION AUX FORUMS INTERNATIONAUX

* + - 1. Gouvernance
      2. Coordination
      3. Participation aux forums internationaux.

INTRODUCTION

1. Les Comités techniques spécialisés (CTS) sont des organes importants de l’Union africaine (UA). Ils ont été créés en vertu de l’article 25 du Traité de la Communauté économique africaine (Traité d’Abuja). Avec la transformation de l’OUA en UA, les CTS ont été inclus dans l’Acte constitutif de l’Union africaine en vertu des articles 14 à 16.
2. Les CTS sont censés travailler en étroite collaboration avec les différents départements de la Commission afin d’apporter des contributions bien informées dans leurs domaines de spécialisation aux travaux du Conseil exécutif. Ils devraient également être impliqués dans le suivi du développement et de la mise en œuvre des programmes par l’UA (États membres – EM, Communautés économiques régionales – CER, Institutions spécialisées – IS).
3. Par conséquent, l’opérationnalisation des CTS devient impérative, étant donné l’objectif global d’accélération de l’intégration continentale et l’importance attachée à la mise en œuvre effective des programmes et projets de l’Union. À cette fin, la Conférence de l’Union a adopté la décision Assembly/AU/Dec.227 (XII) reconfigurant les CTS existants et créant un Comité sur les technologies de l’information et de la communication dénommé Comité sur la communication et les TIC (CCTIC).
4. Le CCTIC se réunit tous les deux ans. Ses principales activités et objectifs sont les suivants :
   1. approuver les projets et programmes de l’Union sur la communication et les TIC ;
   2. assurer la supervision, le suivi et l’évaluation de la mise en œuvre des programmes adoptés et des décisions prises par les organes de l’Union ;
   3. assurer la coordination et l’harmonisation des projets et programmes de l’Union en matière de communication et de TIC ;
   4. s’acquitter de toute autre fonction qui lui est confiée en vue de l’application des dispositions de l’Acte constitutif de l’Union africaine ;
   5. appuyer la mobilisation des ressources et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des projets et programmes sur la communication et les TIC.
   6. superviser la promotion, la coordination et le renforcement des programmes de communication et de TIC pour la croissance économique de l’Afrique ;
   7. promouvoir les investissements publics dans les infrastructures, les services et les applications des technologies de l’information et de la communication;
   8. approuver des cadres pour l’harmonisation des politiques et des réglementations sur le continent.
5. La troisième session du CCTIC-3 devrait se tenir du 16 au 20 septembre 2019 au siège de l’Union africaine, à Addis-Abeba (République fédérale démocratique d’Éthiopie).
6. Le Comité statuera sur les points suivants :

* Examen de l’état de la mise en œuvre des décisions et déclarations adoptées au CCTIC-2, aux précédentes conférences ministérielles et à la Conférence de l’Union africaine sur la communication et les TIC.
* Évaluation de l’état de mise en œuvre de divers programmes, projets et initiatives dans le domaine de la communication et des TIC et examen des progrès réalisés dans les sous-secteurs des télécommunications/TIC, postes et communications en Afrique depuis le CCTIC-2 tenu en novembre 2017.
* Examen et adoption de la Stratégie globale de transformation numérique pour l’Afrique.
* Institutionnalisation des Prix panafricains des médias pour la promotion de l’Agenda 2063.
* Échange et coordination entre les parties prenantes continentales et les partenaires de l’UA sur les activités et programmes de communication et de TIC pour le continent.

**PREMIÈRE PARTIE : RAPPORTS D’ÉTAPE**

**SECTION I : RAPPORT DU BUREAU SORTANT DU CTS-CTIC**

RAPPORT DU BUREAU SORTANT DU CTS-CTIC

1. Le Bureau sortant du Comité technique spécialisé sur la communication et les technologies de l’information et de la communication (Bureau-CTIC) présidé par la République fédérale démocratique d’Éthiopie a tenu sa réunion ordinaire le 15 mars 2019 à Tunis (Tunisie) en marge du Forum de haut niveau sur la transformation numérique des postes et a examiné les points suivants :
   1. Rapport intérimaire sur la mise en œuvre des décisions relatives au CTS ;
   2. Examen et adoption du rapport et des recommandations de la Réunion ;
   3. Questions diverses ;
   4. Date et lieu du CTS.
2. Le Bureau a pris note des principales réalisations suivantes au 15 mars 2019 :
3. Approbation de la Déclaration de la Conférence des chefs d’État et de gouvernement de l’UA sur la gouvernance de l’Internet et l’économie numérique en Afrique ;
4. Le projet AXIS a permis au continent d’économiser des millions de dollars en éliminant le transit international par des transporteurs étrangers en soutenant la création de points d’échange Internet (IXP) dans 15 États membres et a fourni des subventions aux IXP dans 8 États membres pour les aider à devenir des points régionaux d’échange Internet.
5. En moyenne trois experts de 42 États membres (décideurs, experts techniques et spécialistes de l’application des lois) ont été formés aux stratégies, législations et capacités en matière de cybersécurité.
6. Organisation du premier Forum africain sur la cybercriminalité lequel a enregistré plus de 300 participants africains et internationaux, dont le Conseil de l’Europe, Interpol et les départements de la justice de l’ONU.
7. Lancement de la Directive sur la protection de la vie privée et des données personnelles en Afrique.
8. Formation de 42 experts nationaux d’États Membres en vue d’élaborer des solutions permettant de débloquer l’accès aux zones rurales et reculées grâce à des infrastructures modernes et novatrices.
9. Élaboration par l’Union africaine d’un livre blanc sur la large bande en vue d’une intégration harmonisée de l’infrastructure des TIC sur le continent.
10. Organisation réussie du septième Forum sur la gouvernance de l’Internet, dont le thème central était la transformation de l’économie numérique en Afrique.
11. Comme ce fut le cas ces cinq dernières années, formation de 40 jeunes experts supplémentaires à l’École africaine de gouvernance de l’Internet.
12. En moins d’un mois, mobilisation de ressources et de volontaires africains pour concevoir et mettre en place une plate-forme numérique de gestion des connaissances pour l’échange des meilleures pratiques en matière de politiques numériques et de gouvernance de l’Internet (https://knowledge.afigf.africa/).
13. Finalisation des négociations avec l’UE et début de la mise en œuvre du financement de 5 millions d’euros du nouveau programme – Initiative politique et réglementaire pour l’Afrique numérique (PRIDA) – visant à renforcer les mécanismes de coordination, la politique d’harmonisation et la réglementation en Afrique et à renforcer les capacités en matière de gouvernance de l’Internet pour tous les États membres de l’UA.
14. Promotion de l’engagement des médias en faveur de l’Agenda 2063 et visibilité accrue de l’Agenda 2063 sur les plates-formes de médias numériques et les médias continentaux, y compris la production de 4 documentaires ;
15. Production pour la première fois de l’hymne de l’UA en swahili, anglais, français, portugais, espagnol et arabe et diffusion de celui-ci auprès du public, des États membres et sur les médias sociaux.
16. Promotion de la sensibilisation aux traités de l’Union africaine par la publication et la diffusion de la liste des signataires et des ratifications des traités de l’OUA/UA de 1963 à ce jour.
17. Au nombre des défis mis en exergue figure ce qui suit :
    * Processus budgétaire qui n’a pas permis à la Commission d’inclure la mise en œuvre de certaines décisions ;
    * Retard dans le déblocage des fonds par les partenaires ;
    * Gel des recrutements ;
    * Manque de ressources nécessaires pour des projets spécifiques tels que le développement des services postaux ;
    * Retard dans la ratification de la Convention de l’UA (Malabo) sur la cybersécurité et la protection des données personnelles quand même bien que le Traité de Budapest ait été ratifié par la plupart des pays africains.
    * Absence de retour d’information sur la mise en œuvre des décisions par les États membres.
18. Les principales observations du Bureau ont été les suivantes :
    * Le Bureau a souligné l’importance de la cybersécurité pour l’Afrique ainsi que d’une coordination étroite avec les Communautés économiques régionales (CER).
    * Ils ont exprimé leur regret quant au fait que les États membres n’aient pas fourni d’informations actualisées sur la mise en œuvre des principaux projets relevant de leur compétence, ce qui est essentiel pour le suivi du plan d’action conjoint, et ils ont ensuite prié instamment les États membres de fournir ces informations.
    * Les participants à la réunion ont exprimé le souhait d’obtenir du Gouvernement tunisien des informations actualisées sur la création du Centre stratégique numérique africain.
19. Le projet de plan d’action a été adopté avec des amendements. Le plan d’action adopté figure en Annexe I.
20. La date de la troisième session ordinaire du CTS proposée à la République algérienne a été communiquée au Bureau.
21. Le Président du Bureau a également eu des échanges avec la Commission de l’Union africaine sur les initiatives de commerce électronique afin de rechercher une synergie entre elles.

Décision attendue du Comité

1. Les honorables ministres sont priés de :
2. Prendre note du rapport intérimaire et de féliciter le Bureau pour les résultats obtenus ;
3. Demander aux États membres d’aider la CUA à mettre en œuvre les décisions des organes de l’UA relatives aux technologies de l’information et de la communication (TIC).

SECTION II : SECTEUR DES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS ET DES POSTES

SOUS-SECTION I : HARMONISATION DES POLITIQUES ET DES RÈGLEMENTATIONS

* + - 1. Stratégie globale de transformation numérique (DTS) (Annexe 2)

1. L’Afrique offre une multitude d’opportunités économiques dans pratiquement tous les secteurs, et la structure démographique jeune du continent est une énorme opportunité en cette ère du numérique, d’où la nécessité pour l’Afrique de faire du développement socio-économique numérique une priorité absolue. La transformation numérique est une force motrice pour une croissance innovatrice, inclusive et durable. Qu’il s’agisse d’innovations telles que les plates-formes monétaires mobiles ou l’externalisation à grande échelle des processus commerciaux, la numérisation crée des emplois, s’attaque à la pauvreté, réduit les inégalités, facilite la fourniture de biens et de services et contribue à la réalisation de l’Agenda 2063 et des Objectifs du développement durable.
2. En outre, l’Afrique a moins de défis à relever en matière d’héritage et adopte donc les solutions numérisées plus rapidement par nécessité. Pour l’Afrique, le moment présent offre une opportunité de réalisation d’un bond en avant. Les technologies d’aujourd’hui, telles que l’intelligence artificielle, la robotique, la chaîne de blocs, les drones, l’Internet des objets, les technologies portables, l’impression 3D, les grandes données et les plateformes industrielles logicielles, indiquent l’échelle et la vitesse auxquelles la technologie transforme les secteurs socio-économiques traditionnels.
3. Reconnaissant les efforts des dirigeants du continent pour donner la priorité à la transformation numérique et l’accélérer, et s’appuyant sur la vision de nombreux dirigeants africains, les pays africains sont prêts à adopter une stratégie globale de transformation numérique pour guider une réponse commune et coordonnée afin de récolter les fruits de la quatrième révolution industrielle.
4. S’appuyant sur la décision du Conseil exécutif de l’Union africaine référencée EX.CL/987(XXXII) approuvant la déclaration du CTS-TIC 1[[1]](#footnote-2), la résolution (812 -XXXI) de la CEA sur l’Initiative pour une société africaine de l’information et la réunion du Conseil d’administration de Smart Africa tenue en marge de la 32e Conférence des chefs d’État et de gouvernement de l’Union africaine qui a souligné la nécessité pour le secteur des TIC de diriger ce processus, la Commission de l’UA a entrepris d’élaborer une stratégie globale de transformation numérique pour l’Afrique en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, Smart Africa, l’ADUA-NEPAD, les Communautés économiques régionales, la Banque africaine de développement, l’Union africaine des télécommunications, la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, l’Union internationale des télécommunications et la Banque mondiale.
5. La Stratégie de transformation numérique pour l’Afrique s’appuiera sur les initiatives et les cadres existants tels que l’Initiative politique et réglementaire pour l’Afrique numérique (PRIDA), le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les institutions financières de l’Union africaine (IFUA), le Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA) et la libre circulation des personnes (LCP) pour appuyer le développement du marché unique numérique (MUN) en Afrique, dans le cadre des priorités de l’Union africaine. L’initiative Smart Africa a fait de la création d’un marché unique numérique en Afrique sa vision stratégique.
6. La Stratégie de transformation numérique pour l’Afrique a été élaborée selon l’approche suivante :
7. S’appuyer sur des initiatives et documents antérieurs : La stratégie tient compte de l’ampleur et de la diversité des activités, initiatives, orientations et mandats antérieurs au niveau continental.
8. Collaboration/multi-parties prenantes : La Commission de l’UA a élaboré la stratégie en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, Smart Africa, ADUA-NEPAD, les Communautés économiques régionales, la Banque africaine de développement, l’Union africaine des télécommunications, le Fonds africain de renforcement des capacités, l’Union internationale des télécommunications, la Banque mondiale et les autres institutions partenaires. En outre, des contributions et des consultations avec le secteur privé et la société civile ont été sollicitées.
9. Du conceptuel au pratique : Des éléments fondamentaux à l’analyse, en passant par les voies de la transformation, jusqu’aux stratégies pour débloquer les voies et, enfin, les outils de la réussite.
10. La stratégie de transformation numérique pour l’Afrique repose sur des piliers fondamentaux (environnement favorable, politique et réglementation, infrastructure numérique, compétences numériques et capacité humaine, innovation numérique et entrepreneuriat), des secteurs critiques (industrie numérique, commerce numérique et services financiers, gouvernement numérique, éducation numérique, santé numérique, agriculture numérique) pour conduire la transformation numérique et des thèmes transversaux (contenu numérique et applications, identité numérique, nouvelles technologies, cybersécurité, protection des données personnelles et privées, recherche et développement) pour soutenir l’écosystème numérique (voir graphique ci-dessous). Elle comprendra également des recommandations et des mesures de politique générale pour chaque pilier fondamental, secteur critique et thème transversal. Certaines des recommandations et actions proposées incluent celles mises en exergue dans le rapport du groupe de travail UA-UE sur l’économie numérique.

L’annexe à la stratégie comprendra un ensemble d’outils que les États membres pourront utiliser à leur discrétion pour évaluer et orienter leur politique, leurs décisions d’investissement et leurs actions. Ces outils comprendront : a) un ensemble d’outils d’évaluation que les États membres pourront utiliser pour autoévaluer leur état de préparation à la transformation numérique ; b) un modèle de maturité numérique[[2]](#footnote-3) dans lequel les États membres pourront identifier leur état numérique actuel (tel quel), et où ils veulent aller (être) dans un continuum de développement ; c) un ensemble flexible de « chemins de la prospérité » qui rassemblent les divers piliers fondamentaux dans différentes configurations afin de fournir aux États membres une série d’options et d’alternatives à envisager dans la transformation numérique, selon la manière la plus appropriée à leurs besoins.

1. La stratégie est en outre guidée par les principes suivants :
2. SOLIDARITÉ ET COOPÉRATION :

Solidarité entre les États membres de l’Union africaine ; coopération entre la CUA, les CER, les institutions africaines et les organisations internationales ; et en lien avec l’Agenda 2063 et les objectifs du développement durable (ODD)

EXHAUSTIVITÉ

Adopter une approche écosystémique qui évite une approche cloisonnée et qui est globale dans la définition et l’application des éléments et des fondements nécessaires à la transformation numérique ;

1. POUVOIR DE TRANSFORMATION :

Tirer pleinement parti, exploiter et accélérer l’impact sur la société en accélérant le développement socio-économique de l’Afrique grâce à la transformation numérique ;

1. INCLUSIVITÉ

Transformation numérique pour tous, partout dans le monde, abordable et omniprésente, qui crée l’égalité d’accès aux opportunités et atténue les risques d’exclusion ;

1. ENDOGÈNÉITÉ :

Dirigée et gérée par les institutions africaines, elle sera ancrée dans les réalités de l’Afrique et libèrera l’esprit d’entreprise et de créativité africain pour générer du contenu et des solutions numériques locaux, tout en embrassant ce qui est bon et pertinent ;

1. CHANGEMENT D’ÉTAT D’ESPRIT :

Pour tirer profit de la transformation numérique, il faut un changement d’état d’esprit et de nouveaux types de collaboration entre les intervenants et entre les secteurs, la facilitation et le ré-outillage étant des prérequis ;

1. SÉCURITÉ :

Une société bien informée des opportunités et des risques liés à l’économie et à la société numériques, et sur le fait qu’une saine perturbation des marchés et des modèles économiques est assurée ;

Recommandations proposées

1. Les honorables ministres sont priés de :
2. examiner et adopter la Stratégie globale de transformation numérique pour l’Afrique (2020-2030) ;
3. demander à la Commission de l’UA de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie globale de transformation numérique pour l’Afrique ;
4. exhorter les États membres, la Commission de l’UA, la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, Smart Africa, l’ADUA-NEPAD, les Communautés économiques régionales, la Banque africaine de développement, l’Union africaine des télécommunications, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, l’Union internationale des télécommunications, la Banque mondiale et autres acteurs africains dans le domaine du numérique à considérer le programme global de transformation numérique comme le programme commun en vue du passage au numérique et à créer des synergies pour une utilisation optimale des ressources rares et à accélérer son exécution ;
5. demander à la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, à la Banque africaine de développement, à l’Union internationale des télécommunications, à la Banque mondiale, à l’Union européenne et à d’autres partenaires de développement de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie globale de transformation numérique pour l’Afrique.
   * + 1. Initiative politique et réglementaire pour l’Afrique numérique (PRIDA)

*Contexte général*

1. Malgré des progrès significatifs dans le développement des infrastructures numériques et l’amélioration de la connectivité, le secteur des TIC dans l’espace de l’UA a été caractérisé par un faible accès aux services à large bande par rapport à d’autres régions du monde et aussi par un manque d’harmonisation des politiques et réglementations ainsi que par un faible niveau de coordination des positions communes sur de nombreuses questions relatives aux TIC présentant un intérêt mondial. De nombreuses décisions adoptées par les organes de l’UA ont appelé à une meilleure harmonisation des cadres politiques, juridiques et réglementaires aux niveaux régional et continental afin de créer un environnement favorable qui attirera les investissements et favorisera le développement durable de marchés africains compétitifs des télécommunications/TIC et encouragera la participation de l’Afrique aux débats mondiaux, en particulier ceux liés à la gouvernance de l’Internet (GI).
2. Après de nombreuses activités de mobilisation des ressources qui ont échoué et trois ans de négociations avec l’Union européenne, la Commission de l’UA met actuellement en œuvre un nouveau projet – Initiative politique et réglementaire pour l’Afrique numérique (PRIDA) – qui vise à traiter les questions suivantes :
3. Améliorer l’attribution du spectre, l’octroi de licences, la gestion du spectre sur l’ensemble du continent, notamment le traitement des interférences nuisibles et la fixation des prix sur la base des meilleures pratiques internationales, en adoptant une approche prospective de l’utilisation des ressources du spectre radioélectrique pour l’Internet des objets et du déploiement de la technologie 5G.
4. Combler les lacunes en matière d’harmonisation des politiques et de la législation par l’élaboration d’une méthodologie de suivi et d’évaluation et d’un programme prospectif sur les domaines d’intérêt commun pour les États membres de l’UA.
5. Renforcer la coopération entre les autorités réglementaires nationales (ARN), l’Association régionale des régulateurs et la Commission de l’Union africaine afin de créer un environnement favorable qui réponde aux nouvelles exigences réglementaires, aborde les nouveaux problèmes liés aux TIC et favorise la transformation numérique en Afrique.
6. Créer et exploiter une plate-forme numérique panafricaine de collaboration pour appuyer l’harmonisation des politiques et réglementations en matière de TIC en Afrique et assurer la viabilité du projet PRIDA. Cette plateforme doit être utilisée intensivement par toutes les parties prenantes dans l’optique de :
   * créer un guichet unique pour toutes les politiques et réglementations nationales, régionales et continentales ;
   * créer un espace de travail pour les experts africains afin de discuter et de développer des positions communes sur l’Afrique et les questions liées aux TIC et à Internet ;
   * créer des statistiques, des perspectives et des rapports propres à l’Afrique ;
   * apporter un appui à l’organisation de formations en ligne continues à l’intention d’experts africains sur les politiques et réglementations en matière de TIC et sur la gouvernance de l’Internet.
   * développer des outils de communication et de partage des connaissances : Publications et décisions, Calendriers et événements, pool d’expertise, partage de nouvelles et informations et demandes de renseignements, etc.
7. Renforcement des capacités africaines en matière de gouvernance de l’Internet (GI) et d’utilisation des TIC en toute sécurité. Ce programme doit permettre de :
   * renforcer la participation et le plaidoyer de l’Afrique en faveur de la GI ;
   * développer la culture africaine de la FGI et développer les compétences institutionnelles requises ;
   * créer et promouvoir un écosystème pour une utilisation sûre de l’Internet pour le développement socio-économique.
8. Sensibiliser les pouvoirs publics et la société civile à l’utilisation transversale des TIC (politique), notamment par les moyens suivants :
   * développer des études sur l’intégration des TIC dans des secteurs clés tels que l’éducation, la santé, l’agriculture, l’intégration du genre ;
   * sensibilisation à la convergence des services et à l’évolution des approches réglementaires à travers le monde avec le passage à une réglementation plus collaborative et intersectorielle ;
   * engager des discussions sur l’importance de la protection des données et de la vie privée dans l’optique d’établir d’un climat de confiance dans l’utilisation des technologies numériques.

Résultats escomptés

1. L’objectif global du projet PRIDA est de fournir un appui à la création de politiques harmonisées et de cadres réglementaires efficaces pour le développement du secteur des TIC en Afrique par l’établissement d’un marché continental consolidé du spectre ; la création d’un environnement politique et réglementaire favorable pour une plus grande efficacité et un meilleur coût des services sur le continent et le renforcement de la Voix de l’Afrique dans le débat mondial sur la gouvernance de l’Internet.
   1. Recommandations en matière de politiques et actions proposées
2. Créer un environnement habilitant et digne de confiance qui favorise et soutient la transformation numérique de l’Afrique.
3. Les honorables ministres sont priés de :
   1. prendre note de l’importance de la PRIDA en tant que catalyseur de la transformation et de l’intégration numériques en Afrique ;
   2. soutenir et faciliter la mise en œuvre des activités de la PRIDA aux niveaux national, régional et continental ;
   3. utiliser la plate-forme numérique PRIDA comme un espace d’échange d’expériences, de bonnes pratiques et de leçons apprises sur les TIC et les politiques numériques ;
   4. envisager l’harmonisation des politiques et des cadres juridiques et réglementaires en matière de TIC comme condition préalable à la création d’un marché commun africain des TIC et du numérique ;
   5. considérer la gouvernance de l’Internet comme une composante essentielle du développement de l’écosystème numérique africain.
4. Plan d’action du secteur postal
5. En raison du manque de ressources, les principales activités comprennent (i) la contribution à la stratégie globale de transformation numérique et (iii) l’organisation du Forum de haut niveau sur la transformation numérique des postes.
   1. Transformation numérique des postes

*Contexte général*

1. Pour atteindre ses objectifs de développement, l’Afrique doit subir une profonde transformation socio-économique. À cet égard, la Poste peut jouer un rôle important dans cette transformation, grâce à l’étendue de son infrastructure physique de près de 30.000 points de vente, interconnectés au réseau mondial de plus de 660.000 bureaux de poste. La transformation devrait faire entrer les pays dans le domaine de l’économie du savoir, caractérisée par l’accès à l’information pertinente et l’inclusion numérique, sociale et financière des populations marginalisées.
2. Compte tenu de la capillarité des bureaux de poste et de la confiance des populations locales, le secteur postal joue un rôle important (plate-forme polyvalente et guichet unique) dans le développement socio-économique, en particulier en Afrique où 70 % de la population vit en milieu rural, en facilitant la communication, la livraison des biens et services ainsi qu’en assurant un large accès universel à de nombreux services gouvernementaux et non gouvernementaux. À tire d’exemple, près de 1,5 milliard de personnes dans le monde utilisent les services financiers postaux.
3. De même, la poste contribue à l’indice du commerce électronique B2C de la CNUCED, qui se compose de quatre indicateurs fortement liés aux achats en ligne, sans oublier que le secteur joue également trois autres rôles, à savoir l’ouverture de comptes, l’offre de l’Internet aux particuliers (% de la population) et l’offre de services Internet sécurisés (pour 1 million de personnes).[[3]](#footnote-4) La Poste est le deuxième acteur de l’inclusion financière, derrière les banques mais loin devant les institutions de microfinance et les opérateurs de téléphonie mobile.
4. Selon le Rapport 2018 de l’UPU, le secteur postal contribue à la réalisation de nombreux ODD des Nations Unies, notamment l’ODD 8 en promouvant l’inclusion financière et les ODD 9 et 17 en facilitant l’accès des citoyens à Internet et aux services et à l’ODD n°11 grâce à sa résistance aux catastrophes naturelles, sa fiabilité et sa pertinence.
5. Cela montre que les systèmes postaux modernes, qui sont véritablement dotés d’infrastructures TIC appropriées, peuvent fournir les produits les plus pertinents allant des services de gouvernance électronique au commerce électronique et à l’inclusion financière des populations africaines, notamment celles des zones rurales et isolées.

*Situation du secteur postal*

1. La Poste dans le monde, et en particulier la Poste en Afrique, est à la croisée des chemins avec le développement de l’économie numérique, qui conduit à une baisse des volumes de courrier traditionnels. Certains pays affichent des avancées notables, mais la majorité des bureaux de poste du continent disposent d’équipements obsolètes, manquent d’électricité et de connectivité Internet et le personnel doit être doté des compétences requises pour la révolution 4.0.

1. En outre, les effets conjugués de la libéralisation mondiale imposée, du manque d’investissement dans les infrastructures critiques de production, de l’affaiblissement des institutions gouvernementales dû notamment aux conditionnalités fixées par les « donateurs », de l’opportunisme des acteurs extérieurs, de l’absence de législation appropriée et harmonisée, des conflits d’intérêts entre législateurs et opérateurs ainsi que d’un trafic d’influence inutile, ont conduit le marché postal africain à une invasion générale par des opérateurs privés prédateurs qui sapent les opérateurs publics et, de ce fait, affectent la prestation du service universel que ceux-ci doivent offrir partout à chacun.
2. Le passage à la technologie numérique est devenu une priorité stratégique pour les postes qui souhaitent rester à l’avant-garde dans un monde numérique en pleine expansion. Alors que le passage attendu conduira à la transformation numérique postale et à la diversification des produits, à la préparation au commerce électronique et aux services de paiements postaux, de nombreuses mesures s’avèrent nécessaires, y compris la volonté politique, les politiques et les réglementations, les investissements et le développement des compétences. En outre, on note des initiatives de transformation numérique postale en cours dans certains pays, mais la plupart d’entre eux ont besoin d’être correctement guidés.

*Résultats escomptés*

1. Le bureau de poste est au cœur de l’activité socio-économique au 21ième siècle, à travers notamment les services gouvernementaux, le développement du commerce électronique, l’inclusion financière et numérique, et l’esprit d’entreprise menant à la réalisation de l’Agenda 2063 de l’UA et des objectifs de développement durable des Nations Unies.

*Recommandations politiques et actions proposées*

1. Les recommandations stratégiques et les mesures proposées comprennent ce qui suit :

* S’engager à entreprendre ou à renforcer les réformes des TIC et des politiques postales.
* considérer le secteur postal comme une composante essentielle de l’économie numérique et des services financiers postaux (SFP) ainsi qu’une partie de l’écosystème de l’inclusion financière et assigner au secteur des objectifs spécifiques à atteindre ;
* inclure la numérisation postale dans les priorités nationales et dans la stratégie numérique nationale, mais pas en tant que solution finale pour les postes, mais en tant que partie intégrante de la stratégie d’innovation ;
* accélérer et intensifier la réforme des politiques et accélérer la mise en œuvre des décisions existantes des organes politiques de l’UA sur la réforme, le service postal universel, l’inclusion financière, les systèmes d’adressage et codes postaux;
* promouvoir le secteur postal en tant que vecteur clé du développement socio-économique ;
* utiliser le secteur postal comme plate-forme pour mettre en œuvre les politiques gouvernementales et fournir les services gouvernementaux à tous les citoyens pour l’inclusion numérique, financière et sociale ;
* Faciliter l’accès des services postaux au financement pour l’investissement, le développement des infrastructures et le renforcement des capacités.
* numériser l’infrastructure d’information de base des services postaux, en particulier pour le développement du commerce électronique ;
* encourager les partenariats public-privé à accroître les investissements dans les postes ;
* accélérer la mise en œuvre des systèmes d’adressage.
* Encourager le développement des capacités :
* encourager/impliquer les opérateurs publics dans les stratégies visant à embrasser les technologies émergentes (chaîne de blocs, intelligence artificielle, etc.) par la recherche et le développement.
  1. Forum de haut niveau sur la transformation numérique des postes

1. Le Forum de haut niveau sur la Transformation numérique des postes (DiGiPost) a été organisé les 14 et 15 mars 2019 à Tunis avec le ferme soutien du gouvernement tunisien.
2. DigiPost a réuni des États membres de l’UA, des organisations africaines et internationales, des organisations postales et le secteur privé afin d’échanger les expertises et le savoir-faire en matière de transformation numérique progressive et de sensibiliser les opérateurs postaux africains aux opportunités offertes par la révolution des TIC pour leur transformation, modernisation et repositionnement sur les marchés, notamment ceux du commerce électronique, l’inclusion financière et la valorisation du métier de la poste qui se réinvente à tous les niveaux.
3. Les principales recommandations issues du Forum sont les suivantes :

*Sur le développement du commerce électronique*

* Harmoniser et moderniser les cadres juridiques et institutionnels relatifs au commerce électronique entre pays africains ;
* Promouvoir la culture de l’innovation numérique dans les postes africaines ;
* Profiter des tendances mondiales liées à l’essor du commerce électronique pour élaborer une stratégie postale régionale encourageant le développement de contenus (logiciels et programmes) et de services liés aux TIC et soutenant les jeunes entrepreneurs en créant des start-ups et des incubateurs pour réinventer la profession postale ;
* Améliorer la compétitivité des opérateurs postaux africains par des investissements dans les TIC et le positionnement dans l’économie numérique.
* Encourager les opérateurs postaux africains à adhérer au projet stratégique de l’UPU sur la transformation numérique.
* Élaborer des programmes de développement des compétences et des capacités humaines.
* Encourager l’utilisation des TIC comme levier stratégique pour le perfectionnement de l’opérateur postal et pas seulement comme outil de développement logiciel.
* Créer de nouveaux besoins pour les clients.
* Promouvoir un commerce électronique acceptable et accessible pour toutes les populations africaines.
* Lutter contre la cybercriminalité pour renforcer la confiance.

*Sur l’inclusion financière*

* Soutenir le rôle des postes africaines dans l’inclusion financière et promouvoir leur contribution dans ce domaine.
* Soutenir la numérisation des services financiers postaux et mettre en place une stratégie de réduction du numéraire.
* Tirer parti du mécanisme d’assistance technique de l’UPU pour l’inclusion financière (FITAF).
* Promouvoir des produits simples et novateurs qui répondent aux besoins des nouveaux clients.
* Contribuer à l’inclusion financière des jeunes, des femmes et des catégories à faible revenu au-delà du secteur postal africain en partenariat avec d’autres institutions internationales et régionales.
* Mettre en place une stratégie pour améliorer le taux de pénétration des comptes, notamment par la transformation des services financiers postaux africains en banques postales ou institutions similaires et assurer une communication interne afin d’adhérer à l’idée de la transformation.

*Sur l’inclusion sociale*

* Renforcer l’intégration des femmes dans l’environnement de travail et valoriser les différences entre les sexes.
* Encourager le rôle important du secteur postal dans la cohésion sociale et territoriale par le développement de services locaux conçus pour répondre aux nouveaux besoins d’une société en transition.

*Recommandations proposées pour examen par le Comité*

1. Les honorables ministres sont priés de :
2. prendre note des principales conclusions ci-dessus sur la numérisation des services postaux ;
3. considérer le secteur postal comme une composante essentielle de l’économie numérique et des services financiers postaux ainsi qu’un élément de l’écosystème de l’inclusion financière ;
4. inclure la numérisation des services postaux dans les priorités nationales et la stratégie numérique nationale ;
5. faciliter l’accès du secteur postal au financement ;
6. utiliser le secteur postal comme plate-forme pour mettre en œuvre les politiques gouvernementales et fournir les services gouvernementaux à tous les citoyens pour l’inclusion numérique, financière et sociale.
7. utiliser le secteur postal comme plate-forme pour mettre en œuvre les politiques gouvernementales et fournir les services gouvernementaux à tous les citoyens pour l’inclusion numérique, financière et sociale ;
8. appuyer la numérisation des services financiers postaux et mettre en place une stratégie sans numéraire.

SOUS-SECTION II : PLANS DIRECTEURS

* + - 1. Rapport intérimaire sur le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)

*Contexte général*

1. Les chefs d’État et de gouvernement de l’Union africaine ont adopté le programme PIDA (Assembly/AU/Decl.2 (XVIII)) en janvier 2012, comme programme de référence pour le développement des infrastructures régionales et continentales en Afrique. Le PIDA comble les lacunes et, sur la base des leçons précédentes, accorde un poids approprié à la valeur de l’appropriation locale, à la nécessité d’interventions tant matérielles qu’immatérielles, au besoin de financement diversifié et à l’importance de stratégies de mise en œuvre solides. S’appuyant sur un vaste processus de consultation et d’analyse, le PIDA fournit un programme de projets prioritaires réalisables et abordables, alignés sur les objectifs à long terme de l’Afrique. En termes simples, le PIDA sera différent des précédentes initiatives d’intégration des infrastructures régionales parce qu’il est conçu pour permettre des investissements efficaces. Ce programme réunit également deux plans : le Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) et le Plan directeur de l’Union africaine (UA) pour les infrastructures dans un cadre unique, interrégional et global pour le développement des infrastructures en Afrique.
2. Le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) vise à faciliter l’intégration économique et sociale sur le continent africain par la création de marchés continentaux et régionaux. En tant qu’initiative continentale, le PIDA permettra aux pays de répondre à la demande prévue de services d’infrastructure et d’accroître leur compétitivité : (1) Accroître l’efficacité ; (2) Accélérer la croissance économique ; (3) Faciliter l’intégration dans l’économie mondiale ; (4) Améliorer le niveau de vie ; et (5) Lancer le commerce intra-africain, entre autres.
3. Couvrant quatre (4) secteurs principaux dont les transports, l’énergie, les technologies de l’information et de la communication (TIC) et les eaux transfrontalières, la mise en œuvre du programme PIDA est priorisée en trois (3) phases principales comprenant : (1) à court terme (2012-2020), à moyen terme (2021-2030) et à long terme (2030-2040).
4. Le PIDA estime que le taux de croissance économique moyen des pays africains sera de 6 % par an entre 2010 et 2040, sous l’impulsion d’une population en pleine croissance, d’un niveau d’éducation croissant et de l’absorption des technologies. Cette croissance implique que, d’ici 30 ans, le PIB des pays africains sera multiplié par six et le revenu moyen par habitant dépassera 10 000 dollars pour tous les pays. Cette croissance et cette prospérité continues vont faire augmenter la demande d’infrastructures, déjà l’un des principaux obstacles au développement durable sur le continent. En conséquence :

* Les besoins en électricité seront multipliés par six ; l’Afrique réalisera des économies sur les coûts de production d’électricité de 30 milliards de dollars par an, soit 850 milliards de dollars jusqu’en 2040.
* Les volumes de transport augmenteront de 6 à 8 fois, avec une augmentation particulièrement forte pouvant aller jusqu’à 14 fois pour certains pays enclavés ; l’efficacité des transports permettra des gains d’au moins 172 milliards de dollars dans le Réseau régional africain d’intégration des transports (ARTIN), avec la possibilité d’économies beaucoup plus importantes à mesure que les corridors commerciaux seront ouverts.
* Les besoins en eau pousseront certains bassins fluviaux – y compris les bassins du Nil, du Niger, d’Orange et de la Volta – au bord du gouffre écologique ; l’infrastructure de stockage de l’eau nécessaire à la production et au commerce des aliments sera réalisée.
* La demande de technologies de l’information et de la communication (TIC) augmentera d’un facteur de 20 d’ici 2020, l’Afrique rattrapant son retard en matière de large bande.

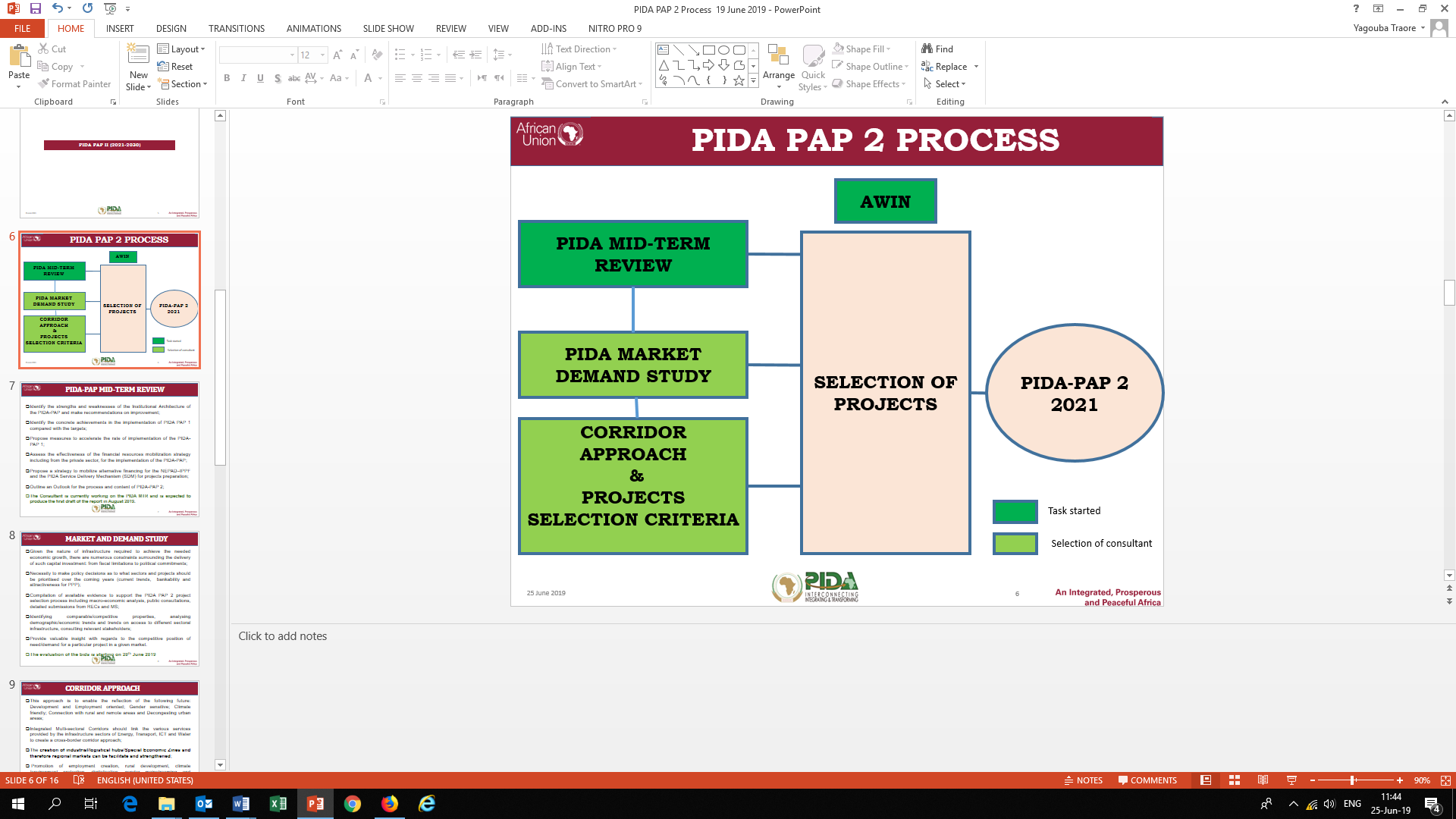
1. Depuis l’adoption de cette initiative, les partenaires d’exécution du PIDA – la Commission de l’Union africaine (CUA), l’Agence de développement de l’Union africaine (ADUA-NEPAD), la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique (CEA) et les Communautés économiques régionales (CER) – se sont employés à assurer la réalisation des priorités et objectifs à court terme du PIDA, appelés plans d’action prioritaires du PIDA (PAP-PIDA), qui comprend 51 programmes et projets. Les 51 programmes et projets du PAP-PIDA ont été décomposés en 433 fiches de projets individuels afin de fournir des informations sur l’état de maturité des projets et de faciliter les discussions avec les investisseurs.

*État d’avancement de la mise en œuvre*

1. Depuis l’adoption du PIDA en 2012, des progrès significatifs ont été réalisés dans les quatre secteurs : mise en place de structures institutionnelles et opérationnelles, préparation et exécution des projets. En outre, les États membres ont accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre des projets PIDA. Sur les 433 projets individuels répertoriés, environ 35 % (143 projets) sont en construction ou déjà opérationnels, 17 % sont en cours de structuration pour la passation de marchés, tandis qu’environ 26 % se situent entre la phase de conception et la phase des études de faisabilité.
2. Malgré des progrès significatifs dans la mise en œuvre du PAP-PIDA, il y a toujours un besoin urgent de continuer à travailler avec toutes les parties prenantes concernées pour assurer une livraison accélérée de l’infrastructure régionale et continentale. Lors de la première session du Comité technique spécialisé sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l’énergie et le tourisme (CTS-TTIIET) tenue en mars 2017 à Lomé (Togo), les ministres responsables des transports et de l’énergie ont recommandé que la Commission de l’Union africaine engage des consultations pour la préparation de la seconde phase du PIDA (PAP-PIDA 2, 2021-2030).
3. Le processus de préparation de la deuxième phase du processus du PAP-PIDA devrait être très inclusif de toutes les parties prenantes, à savoir : les États membres de l’Union africaine, la Communauté économique régionale (CER), les institutions africaines, la société civile, le secteur privé, les jeunes et les femmes, les partenaires au développement africains et non africains. Il passera par cinq (5) grandes étapes que sont :

* l’examen à mi-parcours de la mise en œuvre du PIDA PAP ;
* l’étude du marché et de la demande ;
* le développement d’une approche de corridor intégré ;
* l’élaboration des critères de sélection des projets pour la nouvelle phase ;
* la sélection des projets prioritaires du PAP-PIDA 2 et le processus de sélection ;
* la Stratégie de mise en œuvre du PAP-PIDA 2 ;
* le Réseau des femmes africaines intervenant dans l’infrastructure (ANWIn).

Un réseau de femmes intervenant dans l’infrastructure (ANWIn)



Sélection du consultant

Tâche démarrée

**SÉLECTION DES PROJETS**

**APPROCHE DU CORRIDOR & CRITÈRE DE SÉLECTION DES PROJETS**

**ÉTUDE DU PIDA SUR LA DEMANDE DU MARCHÉ**

**EXAMEN À MI-PARCOURS DU PIDA**

**PROCESSUS DU PAP-PIDA 2**

1. C’est dans ce contexte que les ministres en charge des Transports, des Infrastructures transcontinentales et Interrégionales, de l’Énergie et du Tourisme, réunis au Caire (République arabe d’Égypte), les 16 et 17 avril 2019, lors de la deuxième session du Comité technique spécialisé (CTS) sur les transports, les infrastructures intercontinentales et interrégionales, l’énergie et le tourisme, ont demandé à la Commission de l’Union africaine (CUA) et à l’Agence de développement de l’Union africaine (ADUA-NEPAD), ainsi qu’à la Banque africaine de développement, d’accélérer le développement de la deuxième phase du PIDA (PAP-PIDA 2), intégrant les dimensions genre et jeunesse, laquelle devrait être soumise aux organes de l’UA pour examen et adoption avant janvier 2021.
2. La Commission de l’Union africaine a commencé à travailler sur les composantes du PAP-PIDA 2 et a recruté, avec ses partenaires, des cabinets de consultants pour l’aider à trouver des recommandations stratégiques et politiques clés qui guideront le développement des infrastructures régionales et continentales dans la prochaine décennie.

*Conclusion et voie à suivre*

1. Le processus du PAP-PIDA 2 prévoit que les parties prenantes du PIDA (CUA, ADUA-NEPAD, CER et États membres de l’UA) ainsi que le secteur privé, les institutions de financement du développement, les partenaires au développement et les acteurs de la société civile, le réseau des Femmes africaines intervenant dans l’infrastructure, examinent et conviennent des critères clés pour sélectionner les projets prioritaires pour la phase suivante du PAP-PIDA.
2. Cette approche participative et systématique de l’élaboration du cadre des infrastructures prioritaires pour la prochaine décennie garantira que les projets sélectionnés auront un impact optimal sur le développement (conformément à l’Agenda 2063 et à l’Agenda 2030, notamment en ce qui concerne la création d’emplois, la protection du climat et l’amélioration du niveau de vie) tout en assurant leur viabilité financière et économique.
3. Les pays devront mobiliser leurs propres ressources intérieures publiques et privées et attirer les investissements privés étrangers. Pour attirer l’investissement privé, les pays doivent garantir un marché concurrentiel fondé sur une législation claire, l’application du droit commercial et la transparence des marchés publics. Des marchés et des systèmes bancaires plus concurrentiels sont également nécessaires.
4. En plus d’obtenir davantage de fonds du secteur privé, les dirigeants africains doivent aussi se tourner vers des sources de financement nouvelles et novatrices, essentielles au succès du PIDA. La pensée novatrice est déjà à l’œuvre. Ces dernières années, certaines institutions africaines ont fait preuve d’agilité dans la mobilisation des financements pour tirer parti de l’amélioration de l’environnement macroéconomique en mettant en place des instruments de financement importants – et dans certains cas interdépendants – pour le développement.
5. La valeur ajoutée du PIDA devrait certainement porter sur l’amélioration de la qualité de vie et le renforcement de l’engagement en faveur d’une approche plus démocratique de la gouvernance. Il ne devrait pas seulement revenir aux donateurs d’insister sur l’impact environnemental et social du développement des infrastructures, il faut aussi une volonté politique et un engagement sérieux de la part des citoyens et des gouvernements (y compris les parlements) d’utiliser les possibilités de financement des infrastructures de manière à améliorer la durabilité. Le succès dépend de partenariats productifs entre les parties prenantes et entre le continent et les partenaires extérieurs.

*Décision attendue du Comité.*

1. Les honorables ministres sont priés de :
   1. Prendre note du calendrier du PAP-PIDA 2 et demander aux États membres de participer à la prochaine réunion du bureau du CTS-TTIIET qui validera les études du PAP-PIDA 2.

2. Stratégie pour débloquer l’accès aux infrastructures et aux services de base dans les régions rurales et reculées.

*Contexte général*

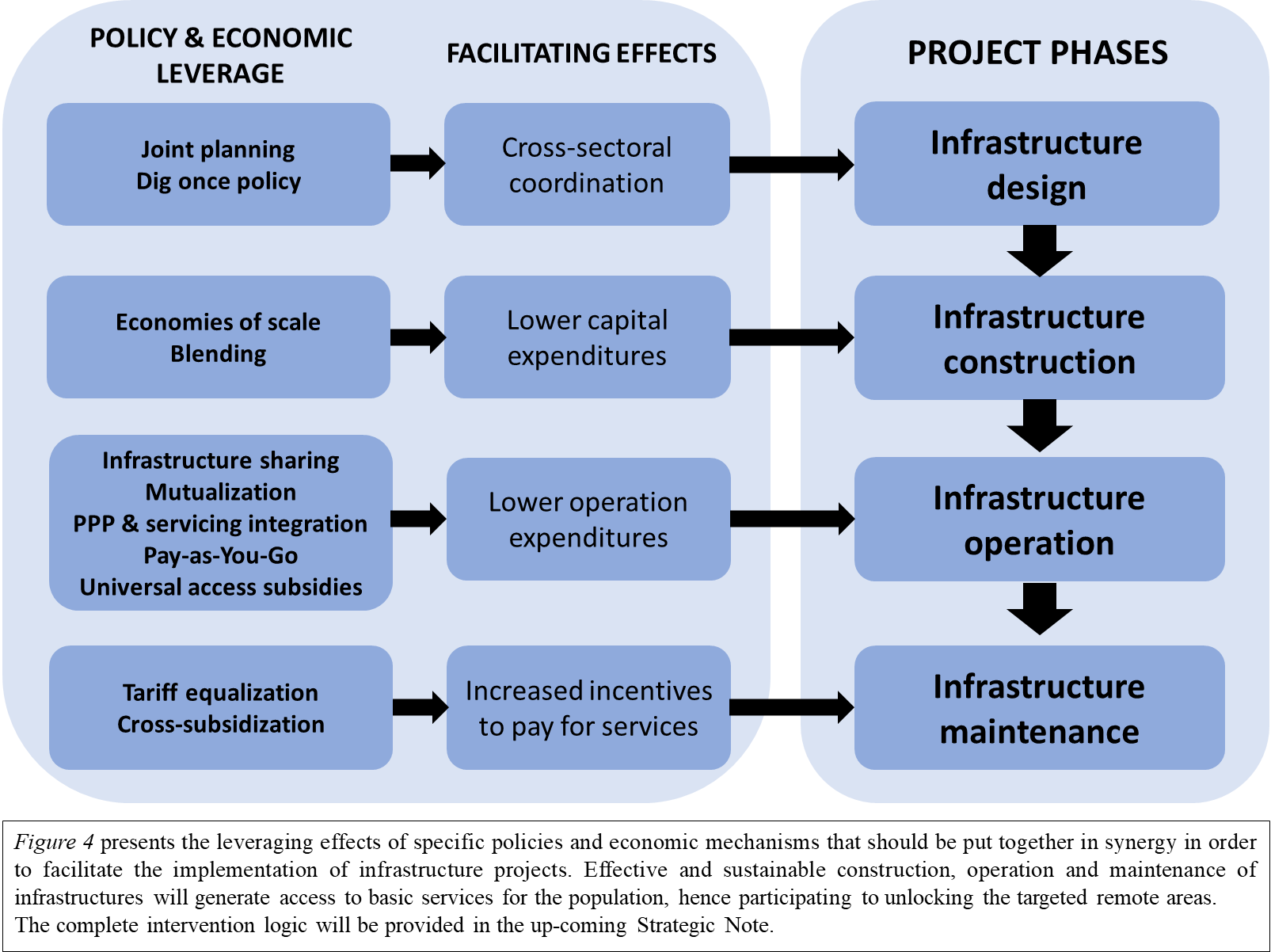
1. Le projet de stratégie visant à débloquer l’accès aux infrastructures et aux services de base dans les zones rurales et reculées grâce à des services d’infrastructure intégrés a été approuvé par les organes délibérants de l’UA par les décisions du Conseil exécutif référencées EX.CL/Dec.970(XXXI) et EX.CL/Dec.987(XXXII)Rev.1, qui visent à élaborer une stratégie de haut niveau pour mettre efficacement en œuvre des infrastructures et services durables intégrés dans les zones rurales et reculées du continent.
2. Jusqu’à présent, la plupart des projets d’infrastructure visaient soit les grands corridors, soit les collectivités rurales ou éloignées, avec des logiques d’intervention sectorielles cloisonnées. Les interventions séquentielles entraînant souvent des difficultés lorsqu’il s’agit de les combiner rétrospectivement, il est temps de rechercher une approche innovante. Basée sur une analyse documentaire approfondie d’études de cas dans le monde entier, cette stratégie continentale vise à fournir aux zones rurales l’ensemble des infrastructures économiques de base en une seule fois plutôt que de manière séquentielle afin d’activer leurs capacités à innover et à contribuer à la zone de libre-échange continentale et à l’économie mondiale.
3. La stratégie s’appuie également sur les potentialités de l’économie numérique en tant que levier économique et social puissant pour désenclaver les zones rurales et attirer les acteurs économiques privés. En effet, compte tenu de l’expansion rapide des TIC dans le monde et des innovations apportées en l’espace de quelques décennies, le continent africain devra accélérer le déploiement de la fibre optique et des systèmes de communication sans fil afin d’exploiter pleinement son potentiel social et économique.

*Une approche stratégique*

1. Les projets de déploiement des services de base (routes, énergie, TIC et eau) le long des principaux corridors et dans les zones reculées sont confrontés à des défis différents et nécessitent l’utilisation de technologies différentes. Afin de faciliter leur combinaison, la stratégie comporte deux volets :

* Le long des principaux corridors, les projets d’infrastructure doivent intégrer la fourniture de tous les services de base dans leur programmation par le biais d’une politique de « fouille unique » permettant d’étendre l’accès aux services de base fournis le long des principaux corridors aux zones rurales environnantes à un coût marginal. Les travaux de terrassement et de creusement de tranchées nécessaires à la pose de câbles à fibres optiques représentent 70 à 80 pour cent du coût total, alors qu’il a été établi que la pose de tuyaux pendant la construction de routes, qui seraient ensuite utilisés pour les câbles à fibres optiques, pourrait représenter moins de 0,02 pour cent du coût total de construction de routes. La même programmation devrait être utilisée pour les projets d’énergie sur le réseau en ajoutant des canalisations qui pourraient être prêtées ultérieurement aux fournisseurs d’accès à Internet.
* Dans les zones rurales, des solutions techniques innovantes sont disponibles et exploitables par des structures privées. Toutefois, les régions éloignées sont souvent difficiles d’accès, ce qui entraîne des dépenses d’investissement et d’exploitation élevées et présente un faible potentiel en termes de revenus de consommation. Inverser la situation et attirer les opérateurs, et donc permettre à la population d’accéder aux services de base, est possible grâce à la combinaison du soutien de l’État et de technologies et modèles économiques innovants. Du point de vue des TIC, la disponibilité de technologies telles que la connectivité sans fil de point à multipoint, dont l’installation n’impose pas de travaux de construction lourds ou des dépenses d’investissement élevées, et d’autre part la possibilité de partager ces infrastructures ainsi que le réseau Radio Access (RAN) entre fournisseurs de services Internet, semble être une solution viable en Afrique. En ce qui concerne la fourniture d’énergie hors réseau, des technologies telles que les mini- ou microsystèmes de réseau offrent des alternatives intéressantes aux projets d’infrastructure sur réseau coûteux. À des degrés divers selon les contextes nationaux, il s’agit pour les États de contribuer financièrement à la construction de l’ensemble des infrastructures économiques rurales, en suivant la politique de la « fouille unique » le long des principaux corridors (routes rurales, électrification et couverture TIC), et pour les opérateurs privés d’intégrer financièrement l’exploitation, de la faire construire, puis de les exploiter et entretenir sur une base commerciale. Le partage d’infrastructures, la mutualisation, les PPP, l’intégration des services ou les modèles « payer au fur et à mesure » offrent de multiples solutions adaptables aux opérateurs privés pour trouver un intérêt économique à exploiter des infrastructures de services de base dans les zones rurales.
* Aspects transversaux : Genre ; VIH ; Résistance au climat

*Figure 1- Cadre politique pour le déblocage des zones rurales et éloignées en Afrique*



La Figure 4 présente les effets de levier des politiques spécifiques et les mécanismes économiques qui devraient être mis en synergie afin de faciliter la mise en œuvre des projets d’infrastructure. La construction effective, la mise en service et la maintenance des infrastructures permettra aux populations d’avoir accès aux services de base, et contribuera à désenclaver les régions reculées. L’intégralité de la logique d’intervention sera présentée dans la prochaine Note stratégique.

**Mise en service des infrastructures**

**Construction des infrastructures**

**Conception des infrastructures**

**Maintenance des infrastructures**

Incitations accrues pour le paiement des services

Dépenses en capital plus faibles

Dépenses de fonctionnement plus faibles

Coordination trans-sectorielle

**Péréquation tarifaire**

**Subventions transversales**

**Partage des infrastructures**

**Mutualisation**

**PPP et intégration des services**

**« Paiement au fur et à mesure »**

**Subvention de l’accès universel**

**Économie d’échelle**

**Mixage**

**Planification conjointe**

**Politique de la fouille unique**

**PHASES DU PROJET**

**EFFETS DE FACILITATION**

**LEVIER POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE**

1. Les principaux avantages attendus de cette approche sont les suivants :

* Rapport coût-efficacité : L’intégration des marchés du travail et des biens, offrant ainsi de nouvelles opportunités économiques aux habitants ;
* Impacts socio-économiques : Renforcement de l’inclusion sociale ; Contribution à la croissance des économies locales par le développement de l’industrie locale ; Développement de l’industrie locale ; Avantage des progrès des TIC dans la fourniture de services électroniques ; Fourniture d’une énergie suffisante, fiable et abordable ; et possibilités de consulter les prix des produits sur les marchés nationaux et internationaux ;
* Accélération de l’intégration du continent : L’accès aux applications des TIC encourage une coopération internationale sans frontières ; l’amélioration des secteurs des transports et des TIC accroîtra l’accessibilité et la mobilité.

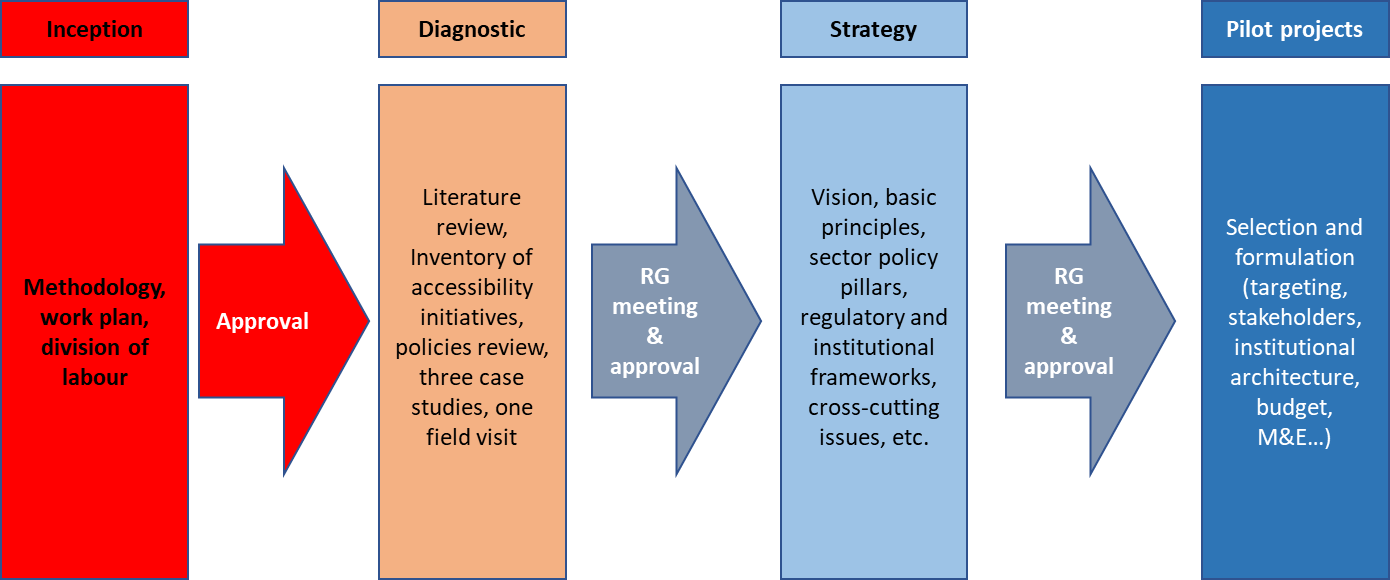
1. À partir de ce point de départ, de nombreuses modalités de mise en œuvre peuvent être envisagées et de nombreux défis peuvent être anticipés compte tenu de l’ampleur de l’innovation recherchée et de la grande diversité des contextes et des cadres politiques en Afrique.
2. Sur la base de ce qui précède, les deux projets pilotes proposés devraient illustrer les deux approches : i) un projet « fouille unique » appliqué à un corridor qui sera développé par un projet PAP1 sur le point de démarrer ou déjà commencé, et ii) un projet intégré appliqué à une zone rurale dans le voisinage du même corridor. Le projet « fouille unique » serait mis en œuvre relativement rapidement, ce qui laisserait le temps nécessaire à la préparation du projet pilote intégré. L’approche intégrée nécessite de mettre en place la coordination multisectorielle, le montage financier (mixité des ressources publiques et privées, subventions d’accès universel, garanties), les cadres contractuels avec et entre opérateurs privés, la négociation avec les opérateurs privés du modèle de gestion (interfinancement, péréquation tarifaire) et enfin la phase construction.
3. Afin de permettre une certaine contextualisation des fiches d’identification, il est recommandé de savoir sur quel projet/région les projets pilotes seront mis en œuvre.

*Les objectifs*

1. de La mission du Consultant vise deux objectifs :

* Élaborer une stratégie intégrée pour le développement durable de l’accès aux infrastructures prioritaires pour les collectivités rurales et éloignées ;
* Élaborer deux projets pilotes intégrés pour l’accès des collectivités rurales et éloignées à l’infrastructure de base, autour de certains projets régionaux d’infrastructure linéaire en cours ou mis en œuvre dans le cadre du PIDA.

1. Les progrès réalisés à ce jour sont présentés ci-dessous.



Sélection et formulation (ciblage, parties prenantes, architecture institutionnelle, budget, S&E, etc.)

**Projets pilote**

Vision, principes de base, piliers des politiques sectorielles, cadres réglementaires et institutionnels, questions transversales, etc.

**Stratégie**

**Réunion RG & approbation**

**Réunion RG & approbation**

**Recherche documentaire, inventaire des initiatives d’accès Internet, révision des politiques, trois études de cas, une visite sur le terrain**

**Approbation**

**Méthodologie, plan de trvail, division du travail**

**Démarrage**

1. Le plan de travail global est le suivant :



*Décision attendue du Comité.*

1. Les honorables ministres sont priés de :
2. prendre note des progrès accomplis ;
3. donner des orientations sur la marche à suivre ;
4. demander à la Commission de l’UA (a) d’accélérer la formulation de la stratégie et des projets pilotes et (b) d’élaborer des lignes directrices sur la législation relative aux drones, dans une approche intégrée « services essentiels – mobilité – aviation. »

SOUS-SECTION III : QUESTIONS RELATIVES À L’INTERNET

* + 1. Rapport sur le Forum sur la gouvernance de l’Internet en Afrique (Af-IGF)

1. Le Forum sur la gouvernance de l’Internet en Afrique (Af-IGF) a été lancé en 2011 et a tenu sa réunion inaugurale au Caire en septembre 2012. Les 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e Af-IGF se sont tenues respectivement à Nairobi, Abuja, Addis-Abeba, Durban, Sharm El-Sheikh et Khartoum.
2. Les FGI régionaux et sous-régionaux sont les éléments constitutifs de l’Af-IGF. Actuellement, toutes les 5 régions géographiques de l’UA ont des FGI, mais les États membres ne disposent pas tous de FGI nationaux. Conformément à la Déclaration CITMC-4 de Khartoum, la CUA et l’Agence du NEPAD se sont efforcées d’encourager les CER à *« soutenir la création d’un FGI national pour créer un dialogue entre toutes les parties prenantes sur les questions relatives aux TIC pour le développement et faciliter la participation des pays aux processus régionaux et africains de FGI ainsi que dans le FGI mondial. »*
3. La Commission de l’Union africaine, en tant que Secrétariat du FGI africain, a organisé le 8e Af-IGF 2019 du 10 au 12 septembre 2019 à N’Djamena (Tchad).
4. La Commission de l’Union africaine met en œuvre une initiative à grande échelle de renforcement des capacités de la GI pour permettre aux parties prenantes africaines de participer activement aux débats de la GI mondial. Des ateliers nationaux, régionaux et continentaux de renforcement des capacités sont en cours d’organisation, notamment la formation de formateurs régionaux et nationaux qui a eu lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) et à laquelle ont participé environ 70 experts africains. L’objectif du programme de formation des formateurs est de créer un groupe central de formateurs nationaux et régionaux qui seront les ambassadeurs de la PRIDA aux niveaux national et régional.

*Décision attendue du Comité*

1. Les ministres sont invités à :
2. encourager les États membres qui ne l’ont pas encore fait à accélérer la création de leurs FGI nationaux ;
3. encourager les États membres à engager des ressources techniques et financières à l’appui du FGI national et régional ;
4. encourager les États membres à soutenir l’Organisation du FGI africain en tant qu’instrument continental multipartite permettant aux Africains de parvenir à des positions communes sur les questions relatives à la GI ;
5. créer et promouvoir une Académie de l’Union africaine sur la gouvernance de l’Internet aux niveaux national et régional pour renforcer les capacités de la GI, en particulier chez les jeunes ;
6. demander à la Commission de l’UA d’engager un budget annuel pour l’organisation et le soutien du FGI africain annuel et de l’Académie sur la gouvernance de l’Internet.
   * 1. Cybersécurité
7. L’importance d’Internet et des technologies de l’information et de la communication (TIC) en tant qu’outils efficaces pour réaliser la croissance socio-économique est largement reconnue par les gouvernements, les institutions financières et les partenaires du développement. Alors que le continent dépend de plus en plus de l’infrastructure numérique pour s’acquitter de ses fonctions essentielles telles que la fourniture de services en ligne, des questions liées à la cybersécurité apparaissent, d’où la nécessité pour les pays africains d’y répondre d’urgence afin de permettre à leurs citoyens de tirer parti des nouvelles possibilités offertes par les TIC.
8. Dans ce cadre, la CUA a élaboré la Convention de l’UA sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (la Convention de Malabo), qui a été adoptée par la 23e Conférence des chefs d’État et de gouvernement de l’UA tenue à Malabo en juin 2014. Depuis l’adoption de la Convention de Malabo, la CUA a organisé des ateliers de renforcement des capacités en matière de cybersécurité, en collaboration avec ses principaux partenaires, les Communautés économiques régionales (CER) et les États membres, pour promouvoir la culture de la cybersécurité et renforcer la confiance dans l’utilisation des TIC par et pour les citoyens africains, donner des orientations sur la politique de cybersécurité et renforcer les capacités des États membres en matière de cybersécurité :

* Prévention de la cybercriminalité ;
* Protection de la vie privée et des données personnelles en ligne ;
* Préparation de la cyberstratégie et de la cyberlégislation ; et
* Mise en place de mécanismes d’intervention en cas d’incident tels que les CERT/CIRT ;
* En outre, la CUA, en coopération avec l’Internet Society, a élaboré des lignes directrices sur la « Sécurité de l’infrastructure Internet en Afrique » et la « Protection des données personnelles en Afrique. (Annexe 3) » La CUA a publié en 2016, en coopération avec Symantec et le Département d’État américain, un rapport sur les tendances de la cybersécurité et de la cybercriminalité en Afrique.

1. Consciente de la nécessité de disposer de conseils avisés et consensuels sur les questions émergentes relatives à la cybersécurité, la CUA a pris des mesures pour créer un Groupe africain d’experts en cybersécurité, composé de 10 à 15 membres représentant les régions africaines, dont la seule mission est de conseiller la CUA sur les questions de cybersécurité.
2. Une autre étape importante franchie par la CUA en étroite collaboration avec l’Union européenne est le lancement de « l’Initiative politique et réglementaire pour l’Afrique numérique (PRIDA). Le renforcement des capacités des groupes africains de parties prenantes de l’Internet dans les 55 États membres de l’UA en matière de gouvernance de l’Internet et de cybersécurité et de cyber-résilience est l’un des volets essentiels de la PRIDA. Il est prévu que les cours de formation de la GI soient administrés aux niveaux national, régional et continental. Des matériels de formation en ligne seront mis à disposition pour s’assurer que l’effort de renforcement des capacités atteigne le plus grand nombre possible de communautés africaines de l’Internet et de décideurs politiques.
3. Cinq ans après son adoption par les chefs d’État, la Convention de Malabo a été signée par 14 pays et ratifiée par seulement cinq (Sénégal, Namibie, Maurice, Guinée et Ghana). En outre, le taux de cyberpolitique, de cyberstratégie et de cyberlégislation adoptées sur le continent est faible. Cet état de fait pose un défi de cybersécurité sur le continent, en particulier en ce qui concerne la cybercriminalité et la protection des données personnelles.

Décision attendue du Comité

1. Les ministres sont invités à :
2. Demander à la Commission de l’UA et aux États membres de l’UA de fournir toutes les ressources nécessaires pour accélérer la ratification de la Convention de Malabo de l’UA.
3. Exhorter les États membres de l’UA à faire le point sur les dispositions de la Convention de Malabo, de la Convention de Budapest et des Lignes directrices sur la sécurité des infrastructures Internet afin de promouvoir un cyberespace africain plus sûr.
4. Instruire la Commission de l’UA de :
5. faciliter l’adoption de stratégies nationales de cybersécurité ;
6. faciliter l’adoption de législations nationales en matière de cybersécurité par les États membres de l’UA ;

SOUS-SECTION IV : PROJETS ET INITIATIVES SPÉCIFIQUES DE L’AGENDA 2063 DE L’UA

* + 1. Réseau électronique panafricain (PAeN)

1. Le projet de réseau électronique panafricain est une entreprise conjointe du gouvernement de l’Inde et de la CUA dont l’objectif principal est d’aider au renforcement des capacités en dispensant une éducation de qualité, ainsi qu’une télé-expertise et des consultations médicales à distance aux États membres de l’UA par certaines des meilleures institutions universitaires et médicales indiennes. En mars 2017, le Réseau a été installé dans 48 États membres de l’UA avec les réalisations suivantes :

* 22 000 étudiants ont obtenu des diplômes dans diverses disciplines du premier cycle et des cycles supérieurs ;
* 770 consultations annuelles de télémédecine ont été effectuées ;
* 6 700 séances de formation médicale continue (FMC) ont été offertes aux infirmières et aux médecins.

1. En juillet 2017, le Gouvernement indien a cessé tous les services fournis par l’intermédiaire du réseau et a remis l’infrastructure à la Commission, qui a ensuite placé le centre du réseau situé dans la banlieue de Dakar, sous la garde du Gouvernement du Sénégal. Dans le même temps, le Sénégal continue de prendre en charge généreusement les frais d’électricité et d’eau pendant qu’une solution est recherchée en vue de la reprise des activités de ce projet.
2. Le département a préparé des rapports sur la viabilité du Réseau, qui ont été présentés par le Président au COREP et au Conseil exécutif. Une lettre du Président a été transmise aux membres de la Conférence afin de demander aux États membres de soutenir la viabilité du Réseau.
3. Lors de sa deuxième réunion, le Comité technique spécialisé sur les technologies de la communication et de l’information et de la communication, qui s’est tenue à Addis-Abeba du 20 au 24 novembre 2017, les honorables ministres ont demandé à la Commission, entre autres, de :

* explorer les ressources financières appropriées pour la poursuite de l’exploitation du PAeN en tant que projet phare de l’Agenda 2063 de l’UA ;
* recommander aux organes délibérants de l’UA d’allouer des ressources financières adéquates pour poursuivre l’opérationnalisation du réseau électronique panafricain, qui est un projet phare de l’Agenda 2063.

1. Toutes ces décisions ont été approuvées par le Conseil exécutif. Pour rappel, les résultats de l’étude de durabilité estiment que les dépenses d’exploitation totales du PAeN (OPEX) s’élèvent à 4 221 440 dollars EU par an.

*Décision attendue du Comité*

1. Les honorables ministres sont invités à :
   1. exhorter les États membres à soutenir la viabilité du réseau. À cet égard, nous souhaitons demander à cet organe estimé de veiller à ce qu’un financement adéquat pour la durabilité du réseau soit mis de côté dans le cycle budgétaire 2020 et au-delà, qui est estimé à un taux annuel de 90 000 dollars par État membre ;
   2. examiner, pour approbation, les projets de propositions présentés par la Conférence des utilisateurs à sa réunion de décembre 2018 et le bureau du CTS-CTIC-2 sur l’utilisation de l’infrastructure pour les services par satellite, tels que le téléenseignement et les nouveaux services, entre autres, y compris la télévision panafricaine éducative de masse pour le développement des talents et des contenus ;
   3. demander à la Commission de transférer le patrimoine commun du réseau sous la direction de l’Organisation régionale de télécommunications par satellite – RASCOM.
      1. Cybersécurité
2. La transformation numérique est le catalyseur qui permettra au continent africain de faire un bond en avant au XXIe siècle et d’accélérer les actions visant à atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies et les aspirations de l’Agenda 2063 de l’Union africaine. Dans cette perspective, le Conseil exécutif de l’Union africaine a approuvé en 2018 « la Déclaration de l’UA sur la gouvernance de l’Internet et le développement de l’économie numérique » et adopté « La cybersécurité comme projet phare de l’Agenda 2063 de l’Union africaine. »
3. Les préoccupations en matière de cybersécurité et de cybercriminalité évoluent et il est urgent de veiller à ce que les citoyens, les gouvernements et les entreprises du continent soient protégés pour stimuler et renforcer la confiance dans l’utilisation des applications et services TIC.
   1. Ce n’est donc pas un hasard si les gouvernements africains ont donné la priorité à la transformation numérique dans le but d’exploiter le potentiel du jeune continent. La Commission de l’Union africaine (CUA) s’engage actuellement dans une approche multisectorielle pour élaborer une stratégie globale de transformation numérique pour l’Afrique qui sous-tend l’intégration de la numérisation dans la politique africaine de développement et l’intégration des technologies numériques dans la prestation des services publics.
   2. Dans cette perspective, le Conseil exécutif de l’Union africaine a approuvé en 2018 « la Déclaration de l’UA sur la gouvernance de l’Internet et le développement de l’économie numérique » et adopté « la cybersécurité comme projet phare de l’Agenda 2063 de l’Union africaine. »

*Décision attendue du Comité*

1. Les ministres sont invités à :
2. demander à la Commission de l’UA de consacrer les ressources appropriées à la mise en œuvre de programmes complets de cybersécurité liés à ce projet phare essentiel, y compris une assistance aux États membres de l’UA pour l’adoption de cyberstratégies et de législations sur la cybersécurité et pour l’établissement d’un CIRT/CERT[[4]](#footnote-5) ;
3. demander à la Commission de l’UA de :
4. permettre aux États membres de mettre en place des agences nationales de gouvernance de la cybersécurité ;
5. renforcer les capacités des décideurs et des législateurs, des services techniques chargés de l’application de la loi et des milieux d’affaires ;
6. établir un cadre et un mécanisme de coopération régionale et d’assistance mutuelle.

SECTION III : INFORMATION ET COMMUNICATION

*Contexte général*

1. La Direction de l’Information et de la Communication (DIC) a élaboré une Stratégie de Communication et de Plaidoyer (CAS) pour la période 2018-2023 qui identifie et priorise les activités clés à mettre en œuvre pour assurer que l’UA remplisse son mandat et soit considérée comme une « Organisation centrée sur les personnes et la seule organisation véritablement panafricaine travaillant pour assurer une croissance inclusive et durable pour le continent africain et ses citoyens. » Les activités de communication de la CAS 2018-2023 sont comparées au PMT 2018-2023 de l’UA et reflètent les priorités de la CUA en ce qui concerne la promotion, la vulgarisation et la diffusion des activités auprès de ses principales parties prenantes, en particulier les citoyens africains sur le continent et dans la diaspora, qui sont axées sur les principaux programmes devant être mis en œuvre dans le cadre de l’Agenda 2063.
2. La CAS 2018-2023 donne la priorité à trois piliers stratégiques de la communication.
3. Construire l’image de marque de l’UA et promouvoir l’Agenda 2063 ;
4. Accroître la visibilité de l’organisation de l’UA par le plaidoyer et les relations publiques ;
5. Renforcer durablement les capacités et les compétences des ressources humaines dans le domaine de la communication

*État d’avancement de la mise en œuvre*

1. L’état d’avancement de la mise en œuvre est le suivant :
2. Renforcement de l’image de marque de l’UA et promotion de l’Agenda 2063

Construire l’image de marque de l’UA et promouvoir l’Agenda 2063 : La DIC a entrepris plusieurs initiatives clés pour renforcer l’image de marque de l’UA, notamment :

Le développement du tout premier Guide sur d’image de marque et le style de communication pour l’UA qui sert de point de référence pour tout le matériel de communication et de visibilité pour l’UA et ses organes afin d’assurer l’uniformité dans l’expression de la marque de l’UA et créer une marque forte pour l’UA.

* + 1. La DIC a entamé le processus d’élaboration du tout premier Manuel des politiques et procédures de communication de l’Union africaine qui fournira des directives sur la gestion et l’administration de la communication au sein de l’Union africaine, notamment sur les questions liées à l’engagement des médias, à la marque, aux porte-parole, à la politique en matière de gestion des médias sociaux, à la politique de gestion des sites Web, aux publications et à la protection du matériel audiovisuel en accordant des droits, à la protection de la propriété intellectuelle et aux marques commerciales ainsi que des directives pour la communication à l’occasion de couvertures électorales et la communication en période de crise.
    2. La DIC a produit et diffusé l’hymne de l’UA en swahili, arabe, anglais, français, portugais et espagnol afin de promouvoir l’unité et la solidarité entre les pays africains et les peuples d’Afrique et l’esprit du panafricanisme renouvelé dont l’Union africaine est le porte-flambeau.
    3. La DIC a continué à promouvoir l’Agenda 2063 sur les médias traditionnels et les plateformes numériques et a produit en 2018, 4 films documentaires sur des projets phares – la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l’Initiative « Réduire les armes au silence d’ici 2020 », la Stratégie africaine sur les produits de base, le Barrage du Grand Inga et le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). La DIC entend poursuivre dans cette voie et, en 2019, s’engage à produire des films sur le Programme détaillé pour le développement de l’agriculture en Afrique (PDDAA), le Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA) et le Passeport africain et la libre circulation des personnes.
    4. La DIC s’est associée à plusieurs réseaux de compagnies aériennes (Kenya Airways, Ethiopian Airlines, Egypt Air, South African Airways) pour inclure dans leurs publications de vol des publireportages la promotion de l’Agenda 2063 et ainsi toucher un public africain et mondial.
    5. Afin de promouvoir la participation des jeunes à l’Agenda 2063, la DIC a entrepris en 2019 de produire des vidéos animées qui informeront et instruiront les jeunes Africains et le grand public sur l’Agenda 2063, les projets phares, les aspirations de l’Agenda 2063, les objectifs de l’Agenda 2063 ainsi que les priorités nationales en termes de développement. De plus, la DIC travaille avec des partenaires des médias pour appuyer la promotion de l’Initiative 1 million de jeunes d’ici 2021, lancée en 2019.

1. Livre des records africains

La DIC a continué à travailler sur le Livre des records africains qui a été adopté comme l’un des outils de promotion de l’Agenda 2063, en particulier l’Aspiration 5 qui vise à renforcer l’identité culturelle forte, le patrimoine commun, les valeurs et l’éthique de l’Afrique, en 2018 à Harare (Zimbabwe).

Renforcement de la visibilité, de la défense des intérêts et des relations publiques : La DIC a continué à concentrer sa collaboration avec les médias africains pour promouvoir la visibilité de l’UA.

La DIC a amélioré son utilisation des plateformes numériques pour communiquer sur le travail de l’UA en utilisant à la fois les médias sociaux et les sites Web, et a en outre lancé un nouveau site Web plus interactif et plus robuste de l’Union africaine en 2019. La DIC a également entrepris de développer des applications mobiles pour l’Agenda 2063 ainsi qu’une application pour la passation des marchés de l’UA pour promouvoir la visibilité des appels d’offres et des opportunités d’approvisionnement de l’UA à un public continental plus large.

La DIC a soutenu les initiatives de plaidoyer en faveur de la ratification des traités de l’UA, notamment la publication et la diffusion de versions imprimées et numériques aux médias pour informer sur l’état des ratifications par les États membres. La DIC travaille également avec le Bureau du Conseiller juridique de la CUA pour développer une plate-forme interactive en ligne qui fournira au public des informations détaillées sur les traités de l’UA.

1. Projet Studio de l’UA

La DIC a poursuivi ses efforts pour mettre en place un studio audiovisuel moderne qui soutiendra le développement de nouvelles et d’autres contenus qui amélioreront la visibilité des activités de l’UA. La conception architecturale a été achevée dans le cadre du projet FOCAC, mais les retards dans le début réel des travaux ont eu une incidence sur la livraison. La DIC a reçu une offre de la République d’Afrique du Sud pour soutenir le lancement du studio de l’UA d’ici 2020.

1. Prix média de l’UA

Création et lancement d’un réseau panafricain de journalistes de l’Agenda 2063 (en collaboration avec l’Agence de développement de l’UA-NEPAD) ;

* + 1. La DIC a amélioré son engagement et sa collaboration avec l’Union africaine de radiodiffusion (anciennement l’Union des radios et télévisions nationales africaines URTNA, qui était une institution spécialisée de l’Union africaine, comme la PANA) en utilisant ses réseaux pour diffuser des informations sur les programmes et activités de l’UA ;
    2. Signature d’un protocole d’accord avec Africa 24 TV Network, la seule chaîne d’information et de radiodiffusion détenue par des Africains dans plus de 25 pays d’Afrique, d’Europe et d’Amérique du Nord par le biais de partenaires de radiodiffusion.
    3. Conformément à la décision du CTS-CTIC 2017 de l’UA de reconnaître les contributions des journalistes à la réalisation de l’Aspiration 6 de l’Agenda 2063 et d’institutionnaliser les Prix panafricains des médias sur l’égalité homme-femme et l’autonomisation des femmes ainsi que les contributions des journalistes qui accordent de l’attention aux questions de développement pour la réalisation de l’Agenda 2063 et d’institutionnaliser les Prix panafricains des médias pour la promotion de l’Agenda 2063, la DIC a entrepris ce qui suit :
       - 1. Partenariat avec African Women in Media (AWiM) (Réseau des femmes africaines travaillant dans les média) pour promouvoir l’Agenda 2063. En 2019, lors de la conférence de l’AWiM, 5 journalistes ont été récompensées dans les domaines suivants : Zone de libre-échange continentale africaine; Initiative réduire les armes au silence d’ici 2020 ; Passeport africain et libre circulation des personnes ; Libre-échange et migration ; Femmes et libre-échange.
         2. Consultations tenues dans différents forums médiatiques pour définir les catégories de prix qui constitueront les Prix continentaux de l’UA qui seront institués et présentés aux ministres lors du CTS-CTIC en 2019.

1. Capacité des ressources humaines et compétences en communication

Renforce durablement les capacités et les compétences des ressources humaines en communication : La DIC a institué en 2017 le 1er atelier annuel de formation en communication qui réunit des responsables de la communication de la CUA et des organes pour entreprendre une formation dans un environnement collégial avec des experts en la matière à l’effet de renforcer les compétences et les connaissances. La DIC a également entrepris d’offrir une formation en communication aux dirigeants de la CUA, notamment les commissaires, en ce qui a trait à la communication avec les médias.

*Opportunités et contraintes*

1. Les opportunités et les contraintes à relever sont les suivantes :

* La principale contrainte est que le budget alloué à la publicité et à la vulgarisation en vue de promouvoir les activités de l’UA est très limité. Alors qu’il est souvent demandé à la DIC de travailler avec les États membres et les radiodiffuseurs nationaux, il n’en reste pas moins qu’avec la croissance des médias privés qui ont désagrégé le paysage médiatique, l’utilisation de plates-formes de radiodiffusion nationales seulement limite la capacité de l’UA à atteindre un public plus large, notamment sur des marchés plus concurrentiels. Le recours à la publicité gratuite, aux communiqués de presse est limité si l’UA produit également du contenu tel que des films et des publireportages, mais ne dispose d’aucun budget pour atteindre les médias privés comme c’est le cas d’autres institutions comparables du secteur public et même des États membres.
* La dotation en personnel de la DIC est limitée avec un effectif de seulement 7 professionnels des communications qui répondent aux besoins de l’ensemble de l’organisation. La communication est également entravée par le recrutement au sein des départements de personnel de communication ou l’affectation par des partenaires sans avoir recours ou associer la DIC d’un autre organe de communication, ce qui a pour conséquence des décalages dans l’information et pose un problème de responsabilité dans la réalisation des objectifs de communication d’entreprise.

Recommandations proposées

1. Les ministres sont priés de :
2. Féliciter la DIC pour le travail qu’elle a accompli pour construire l’image de marque de l’UA et mettre en œuvre des processus et procédures pour professionnaliser la communication au sein de l’organisation, et demander à la Commission de l’UA de s’assurer que le Guide sur la marque et le style de communication et les Politiques et procédures de communication sont institués dans l’organisation.
3. Demander à la Commission de l’UA de consacrer des ressources réalistes et appropriées (humaines, matérielles et financières) pour renforcer les capacités de la DIC afin de lui permettre de communiquer mieux et plus efficacement avec les différentes parties prenantes et le public à partir de différentes plates-formes médiatiques, d’une manière stratégique et cohérente.
4. Encourager les radiodiffuseurs nationaux à soutenir la diffusion des contenus produits par l’UA, tels que les films documentaires, notamment en soutenant le montage des films produits dans les langues nationales et locales afin de toucher le plus grand nombre possible de téléspectateurs
5. Féliciter en outre la DIC pour sa collaboration continue avec les médias africains et demander à la Commission de l’UA d’aider la DIC à mettre en œuvre et à lancer les Prix média de l’UA au cours de la période 2020-2021, en fournissant le soutien nécessaire pour assurer sa mise en œuvre effective.
6. Féliciter la République d’Afrique du Sud pour son offre d’aider la CUA à accélérer le lancement du Studio de l’UA et encourager la Commission de l’UA à soutenir la DIC et l’État membre pour assurer qu’un studio pleinement fonctionnel soit lancé en 2020.

DEUXIÈME PARTIE : CONTRIBUTIONS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DES

PARTENAIRES DE L’UA

Union africaine des télécommunications (UAT)

*Contexte général*

1. L’UAT a lancé un certain nombre de projets suite à l’approbation du Plan stratégique 2019-2022 par la 5e session de la Conférence des plénipotentiaires tenue à Nairobi (Kenya) en août 2018. À travers ce plan stratégique, l’UAT aspire à une organisation renforcée capable d’apporter de la valeur à ses membres, en entreprenant des programmes qui répondent pleinement à ses objectifs statutaires. L’un des facteurs clés de succès est l’augmentation du nombre de membres et du soutien de l’UA ainsi que la bonne volonté des partenaires, l’objectif étant de s’assurer que l’UAT dispose des ressources suffisantes pour remplir son mandat. Actuellement, l’UAT compte 48 États membres et 43 membres associés et des efforts sont en cours pour recruter d’autres pays non membres.

*Enjeux*

La quatrième révolution industrielle (4IR)

1. Les nouvelles technologies de l’information et de la communication (TIC) sont essentielles au développement du continent et ont un énorme potentiel pour réduire la fracture numérique. L’Afrique doit élaborer des stratégies qui aident les pays à promouvoir et à mettre en œuvre ces technologies et à créer une industrie et un marché numériques africains pour satisfaire les besoins de notre continent et faire de l’innovation un moteur pour le développement durable en Afrique.
2. La Conférence de plénipotentiaires (CPL-18) qui s’est tenue en août 2018 à Nairobi a créé un Comité 4IR chargé d’élaborer un projet de cadre stratégique pour l’Afrique concernant la 4IR. La première réunion du comité s’est tenue à Nairobi en mars 2019 et l’un des plans d’action recommandés est de s’engager aux côtés de la CUA et d’autres parties prenantes dans la mise en œuvre de ces recommandations, notamment l’harmonisation des cadres juridiques et réglementaires dans des domaines clés, notamment l’examen de la convention sur la cybersécurité.
3. Un questionnaire à ce sujet a été élaboré et distribué à tous les pays africains, et les résultats sont en cours d’analyse pour aider à l’élaboration du projet de stratégie.

Optimisation du plan GE84 (radiodiffusion FM) pour l’Afrique

1. La radio FM reste un service TIC clé en Afrique, offrant une valeur socio-économique immersive à travers l’Afrique. En effet, « la radio [est] toujours la reine de l’industrie des médias » (Business Kenya Today). Pourtant, dans de nombreux pays, la création et l’expansion de la radio FM sont entravées par le manque de fréquences FM disponibles. Bien que certains pays aient lancé des programmes et initiatives nationaux pour optimiser leurs plans de gestion des bandes FM, il est essentiel et préférable que l’optimisation du Plan soit entreprise dans le cadre d’une approche coordonnée à l’échelle du continent. Ce faisant, on s’inspirerait du succès de l’optimisation du plan GE06 (le plan TNT) qui a été réalisé selon une approche continentale coordonnée et a abouti au deuxième spectre du dividende numérique (le spectre IMT dans la bande 700 MHz).
2. L’UAT, avec l’aide de l’UIT, entreprendra de janvier 2020 à décembre 2021 une modification coordonnée et à l’échelle de l’Afrique du plan de fréquences de Genève 1984 (le plan de fréquences de radiodiffusion sonore FM) afin d’atteindre un nombre optimal de fréquences utilisables.

Représentation de l’Afrique dans les événements internationaux

1. Il convient de noter le manque de coordination et de représentation de l’Afrique au sein des organisations internationales des TIC, autres que l’UIT, qui ont voie au chapitre sur les politiques publiques en matière de TIC et d’Internet. Le problème est qu’un certain nombre de décisions sont prises dans de nombreux forums où la représentation africaine n’est pas coordonnée, d’où la nécessité d’une plus grande coordination pour traiter d’une seule voix les questions clés. L’UAT entreprend actuellement une étude exploratoire sur cette question et espère que les résultats de l’étude seront soumis au CTS une fois prêts.
2. Solution possible : (i) Il est nécessaire que la CUA partage les résultats des réunions de ses divers organes des TIC et d’autres forums auxquels elle participe. (ii) À partir des résultats de l’étude de cadrage, il pourrait être nécessaire de mettre en place des mécanismes de coordination nationaux et continentaux, tous deux coordonnés par ou avec la participation active des ministres des TIC, afin que l’Afrique parle d’une seule voix dans les forums internationaux.

Candidatures africaines à des postes importants au sein des organisations TIC/UIT

1. Après les résultats des élections PP-18 de l’UIT en 2018, l’Afrique a perdu tous les postes clés de la direction de l’UIT par manque de coordination et de consensus entre les pays africains. Il est nécessaire d’examiner la question au niveau de l’UA pour trouver un nouveau mécanisme à travers lequel l’Afrique, après consensus régional (comme c’est le cas dans d’autres régions), soumet un seul candidat pour chaque poste afin d’assurer son succès et d’être pleinement soutenue par la région et ses alliés.

Solution possible : Il est nécessaire d’activer le processus technique du Comité sur les candidatures africaines au niveau de l’UA en ce qui concerne les postes internationaux dans le domaine des TIC et d’harmoniser les intérêts de la région.

Relations avec la CUA

1. Il y a un plus grand besoin de synergie pour s’assurer que dans la mise en œuvre du Plan stratégique de l’UAT, les activités de l’UAT sont alignées sur les activités de la CUA dans ce domaine, par exemple en établissant un cadre de coordination et de collaboration entre la CUA et l’UAT pour obtenir les résultats attendus des programmes, et pour organiser des activités annuelles sur des domaines communs.
2. La mise en œuvre du plan stratégique de l’UAT est entravée par les ressources limitées dont elle dispose. Par conséquent, la CUA est invitée à soutenir financièrement l’Union d’une manière modeste mais appréciable, comme elle soutient déjà le budget d’autres institutions spécialisées sœurs, pour assurer la pleine mise en œuvre de leurs activités.
3. Cela créerait un lien qui cultiverait beaucoup de bonne volonté et de collaboration dans la mise en œuvre des programmes.

Journée de l’UAT – 7 décembre 2019

1. Tant de choses se passent dans le domaine des communications d’urgence au niveau des parties prenantes non africaines – principalement basées à l’ONU (UIT, FAO et OMM) et des groupes du secteur privé (ESOA, GSMA). Il est nécessaire que l’Afrique intensifie ses activités dans ce domaine. Une façon possible est de le faire figurer à l’ordre du jour du CTS qui pourrait alors discuter des rôles des diverses parties prenantes et convenir de la nécessité de convoquer une réunion des parties prenantes.
2. Nonobstant ce qui précède, le seul domaine dans lequel la CUA/UAT pourrait aider est la sensibilisation sur le besoin urgent de mise en œuvre de la TE en Afrique, et de recommander le Protocole d’alerte commun (PAC) comme point de départ important, ainsi que la mise en œuvre des lignes directrices de l’UIT pour la TE en général.
3. Cette année, le Conseil d’administration de l’UAT, lors de sa réunion tenue à Lusaka (Zambie) en mai 2019, a approuvé le thème : « Communications d’urgence pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe. » Le thème a été placé dans le contexte de la récente dévastation causée par le cyclone Idai qui a frappé le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe. Le thème est conforme aux objectifs statutaires de l’UAT et au plan stratégique actuel. La Journée africaine des télécommunications a lieu le 7 décembre de chaque année et vise à commémorer la création de l’Union en 1977.
4. L’Union prévoit donc d’organiser un atelier de deux jours dans l’un des pays touchés pour commémorer la journée de l’UAT sous le thème choisi afin de sensibiliser l’opinion et de faire connaître les télécommunications d’urgence, en particulier face au changement climatique.

Processus préparatoire des réunions de la CMR-19 et de l’AMNT-20

1. Les conférences mondiales des radiocommunications (CMR-19) revêtent une grande importance pour l’Afrique et le monde, les CMR fournissant une plate-forme sans précédent et faisant autorité pour améliorer le cadre mondial des principes de gestion du spectre radioélectrique et des ressources orbitales des satellites et les AR étant responsables de la structure, du programme et de l’approbation des études des radiocommunications, notamment des études techniques préparatoires aux CMR. À ce jour, l’UAT a organisé trois réunions préparatoires africaines (RPA), ainsi que trois réunions de groupes de travail, ce qui a permis à la région africaine d’avoir des positions communes préliminaires sur environ 87 % des questions pour la CMR-19.
2. De même, l’UAT a lancé le processus préparatoire de l’Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-20) et a jusqu’à présent organisé une réunion qui a permis d’identifier les principales questions régionales relatives à l’ordre du jour de l’Assemblée afin de créer des synergies entre les positions africaines devant l’Assemblée. La première réunion a également créé deux groupes de travail : (i) le groupe 1 sur les méthodes de travail et (ii) le groupe 2 sur le programme de travail et l’organisation.
3. La deuxième réunion préparatoire devrait se tenir à Kampala (Ouganda) du 7 au 11 octobre 2019 et les États membres devraient désigner des champions pour les questions identifiées dans les deux groupes de travail.
4. Nous demandons à la Commission de l’Union africaine de soutenir ce processus préparatoire et nous exhortons les pays à faire des contributions sur les questions clés identifiées.

Recommandations proposées pour examen par les ministres

1. Les honorables ministres sont invités à soutenir/approuver :

* 1. la mise en œuvre des recommandations 4IR, notamment l’harmonisation des cadres juridiques et réglementaires dans des domaines clés, y compris l’examen de la convention sur la cybersécurité ;
  2. l’optimisation du plan GE84 (radiodiffusion FM) pour l’Afrique ;
  3. la mise en place d’un mécanisme de coordination entre l’UAT et la CUA pour partager les résultats des réunions de ses divers organes TIC et d’autres forums auxquels elle participe, afin que l’Afrique parle d’une seule voix sur la scène internationale ;
  4. l’activation du processus technique du Comité des candidatures africaines au niveau de l’UA en ce qui concerne les positions internationales en matière de TIC et l’harmonisation des intérêts de la région ;
  5. contribuer au contenu et participer au forum de deux jours prévu les 5 et 6 décembre 2019 pour faire connaître les télécommunications d’urgence et les faire connaître ;
  6. rappeler aux ministres la nécessité pour les pays de faire des contributions sur des questions clés identifiées ;
  7. soutenir financièrement l’UAT dans la mise en œuvre de ses activités.

Union panafricaine des Postes (UPAP)

1. Dans la mise en œuvre de la Déclaration d’Addis-Abeba de 2017, l’Union panafricaine de postes (UPAP), en collaboration avec la Commission de l’UA, s’est concentrée sur la coordination de la mise en œuvre du projet sur l’électrification et la connectivité des bureaux de poste dans les zones rurales, l’inclusion financière des populations à faible revenu et le développement du commerce électronique en Afrique qui se résume comme suit :
2. Mise en œuvre du projet sur l’électrification et la connectivité des bureaux de poste
3. De nombreux pays africains sont confrontés à d’importantes lacunes dans leurs infrastructures, ce qui les empêche de déployer pleinement leur potentiel de développement. Cette situation est encore plus grave dans les zones rurales, où les forces naturelles du marché n’ont pas été en mesure de relever les nombreux défis existants. Cependant, en Afrique et dans le monde entier, il existe un réseau physique qui peut apporter des réponses concrètes aux besoins des populations rurales dans le domaine des communications, de l’accès aux services financiers et gouvernementaux, de la logistique, etc. Il s’agit du réseau postal présent dans la plupart des zones rurales d’Afrique. Le projet proposé prévoit d’utiliser les bureaux de poste comme catalyseurs du développement socio-économique des communautés rurales.

*Énoncé du problème*

1. En général, l’Afrique se caractérise par le scénario suivant :

* Exclusion financière – plus de 86 % des populations ne disposent pas de compte bancaire officiel ;
* Des coûts élevés de transfert de fonds – l’Afrique est la région vers laquelle les transferts de fonds sont les plus onéreux. À titre d’exemple, au premier trimestre 2017, le coût moyen de l’envoi de 120 livres sterling du Royaume-Uni vers l’Afrique était de 9,4 % du montant de l’envoi, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale de 7,5 % ;
* Large fracture numérique et fossé de communication ;
* Accès limité aux services gouvernementaux, en particulier dans les zones rurales ;
* Manque d’opportunités économiques, par exemple accès limité aux facilités de crédit, peu d’informations sur les marchés extérieurs, etc. en particulier pour les habitants des zones rurales.

1. Compte tenu de ce scénario et du fait que, contrairement aux banques, par exemple, les bureaux de poste (environ 30 000 points de vente en Afrique) ont tendance à être situés dans les grands centres économiques et sont fortement implantés dans les zones rurales. Ces points d’accès offrent en effet, outre les services postaux traditionnels, une large gamme d’autres produits tels que les services financiers, y compris l’épargne et les transferts de fonds, les services de communication ou la logistique.
2. Par conséquent, le projet pourrait utiliser cette infrastructure qui est présente partout dans les zones rurales et la moderniser en termes de connectivité puis l’utiliser comme un catalyseur pour le développement socio-économique.

*Pays participants*

1. Treize (13) pays, à savoir le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, le Ghana, la Guinée, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Nigeria, l’Afrique du Sud, le Soudan du Sud, la Tanzanie et l’Ouganda ont été identifiés pour participer au projet pilote.

*Mise à jour sur le projet*

1. Les pays suivants : Kenya, Malawi, l’Ouganda, Tanzanie et Malawi ont enregistré des progrès remarquables dans la mise en œuvre du projet.
2. Les informations par pays sont comme suit :

Kenya

Cinq (5) bureaux de poste ont été identifiés dans la phase pilote. Cependant, seulement deux (2) ont été électrifiés puisque les trois (3) autres ont été fermés.

Le Gouvernement a inclus le Projet d’électrification et de connectivité dans les plans nationaux de développement conformément à la Déclaration d ‘Addis Abeba 2017.

Les services offerts dans les bureaux de poste comprennent le transfert d’argent et les services bancaires.

La stratégie de croissance du Kenya consiste à déployer la connectivité aux bureaux qui sont alimentés en électricité, mais qui n’ont pas de connexion Internet.

Le Kenya met en œuvre le projet à l’aide de fonds générés en interne, en particulier pour la l’aménagement des bureaux, ainsi qu’à partir du budget national pour la fourniture de services gouvernementaux via les centres Huduma répartis dans tout le pays et la connexion au réseau national pour l’approvisionnement en électricité.

Malawi

Les cinq bureaux de poste suivants ont été identifiés pour la phase pilote : Bilira, Chikweu, Chituka, Mwansambo et Phalula. Cependant, en utilisant le modèle ECP, la Malawi Posts Corporation (MPC), en collaboration avec le gouvernement du Malawi, met également en œuvre un concept de guichet unique sous la bannière « Mlambe Centre. »

Le Malawi met en œuvre le projet d’électrification rurale (MAREP) par le biais duquel les cinq bureaux pilotes sont connectés à son réseau. Le financement du MAREP est assuré par le budget national.

Toutefois, le financement de la connectivité en termes d’offre de services est assuré par le budget annuel de la Malawi Post Corporation (MPC).

Dans les centres Mlambe, les produits et services suivants sont offerts :

* Tous les services postaux, y compris les services de transfert d’argent;
* Perception de l’impôt pour le compte de la Malawi Revenue Authority (MRA) ;
* Renouvellement du permis de conduire ;
* Demande et renouvellement de passeports ;
* Enregistrement des naissances et des décès, etc.

Tanzanie

Le projet pilote pour la Tanzanie couvre cinq bureaux de poste comme suit : Mwanga, Monduli, Karatu, Mahenge et Muheza. Les solutions comprennent l’énergie solaire pour l’électrification, une liaison d’au moins 512 kbps utilisant des câbles à fibre optique avec une sauvegarde 3G pour la connectivité et une solution informatique.

Ouganda

Le projet progresse sous le nom de « ICT Public Access Facilities Project ». Un protocole d’accord a été signé entre l’opérateur et le régulateur pour le financement des quatre (4) bureaux pilotes, à savoir Kitgum, Moroto, Mubende et Kasese. Le financement s’élève à l’équivalent de 160 000 dollars EU et permettra d’acheter des panneaux solaires, du matériel, des photocopieuses et des scanners, du mobilier, d’engager des travaux de génie civil, ainsi que d’améliorer le cadre des bureaux.

En termes de stratégie de croissance, l’Ouganda est en train d’identifier dix (10) bureaux de poste supplémentaires dans le cadre de l’ECP.

Le projet est cofinancé par le budget ordinaire de la poste ougandaise et la Uganda Communications Commission (UCC).

Décisions attendues du Comité

1. Les honorables ministres sont priés de :
2. Prendre note des progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet ;
3. Demander au secrétariat de l’UPAP d’évaluer l’impact du projet dans les pays pilotes.
4. Projet e-com@Africa
5. Ecom@Africa est un projet développé par l’Union postale universelle pour aider les organisations postales en Afrique à participer au commerce électronique en plein essor.
6. L’Afrique a été choisie comme point de départ de cette initiative parce qu’elle est actuellement le maillon le plus faible de la chaîne commerciale électronique mondiale. Une fois le projet développé en Afrique, il sera reproduit dans d’autres parties du monde, en particulier sur les autres continents.

*Énoncé du problème*

1. Les stratégies postales mondiales de Doha (2013-2016) et d’Istanbul (2017-2020) ont identifié et reconnu l’importance du commerce électronique pour le développement des services postaux. En outre, il a été noté que des citoyens et des entreprises étaient exclus du commerce électronique, en particulier les petites et moyennes entreprises. Les jeunes et les femmes sont également marginalisés et n’ont pas accès à des plates-formes de commerce électronique et à des possibilités de paiement et de livraison, en particulier pour le commerce électronique transfrontière.
2. L’état négatif de l’environnement commercial décrit ci-dessus existait et pourtant, jusqu’à présent, l’accent n’était pas mis sur l’utilisation de la poste à des fins de commerce électronique. À cet égard, les congrès susmentionnés ont décidé que les pays membres de l’Union, en particulier par l’intermédiaire de leurs opérateurs désignés, doivent contribuer au développement du commerce électronique par le biais de leur réseau déjà existant et de leurs services multidimensionnels en tant que facilitateurs essentiels du commerce électronique, en vue de créer un écosystème intégré, inclusif et novateur du commerce électronique, grâce aux plateformes en ligne utilisant le réseau postal et les produits pour la logistique transfrontières, les livraisons, les retours et les paiements.
3. Ecom@Africa favorise l’ouverture en encourageant les partenariats public-privé et en positionnant l’opérateur désigné comme un partenaire d’infrastructure important pour la mise en œuvre de l’Agenda 2063 de l’Union africaine et de l’Agenda 2030 de l’ONU pour le développement durable et la réalisation des objectifs de développement durable correspondants. L’intégration du commerce électronique, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), soutiendra les objectifs nationaux de développement inclusif et de création d’emplois en raison de l’augmentation des exportations et des importations (flux commerciaux) résultant des activités des MPME dans le commerce électronique mondial.

*L’avantage concurrentiel de la poste*

1. Les organisations postales sont parmi les mieux adaptées au commerce électronique. Avec l’adhésion à l’UPU, les opérateurs désignés de différents pays bénéficient des avantages suivants :
2. Règles mondiales communes – En vertu de l’UPU, tous les opérateurs désignés sont couverts par les différents traités de l’Union qui harmonisent les normes opérationnelles et techniques pour la transmission de tous les envois postaux vers toutes les parties du monde.
3. Échanges et transit transfrontières – L’UPU entretient des relations de travail avec les unions douanières, les compagnies aériennes et les organisations transfrontalières de sécurité afin de garantir l’uniformité des normes applicables aux envois postaux en provenance du monde entier et leur acceptation par les organismes facilitateurs dans chaque Pays-membre.
4. Régime de commerce et de règlement équitable – Toutes les organisations postales désignées sont régies par un accord uniforme de règlement des tarifs qui garantit non seulement l’acceptation des envois d’une organisation postale à l’autre, mais garantit également que les tarifs convenus sont applicables dans toutes les transactions.
5. Garantie des services postaux universels – Comme le prévoient les traités de l’UPU, tous les opérateurs postaux désignés sont tenus d’offrir des services postaux universels. Cela signifie que, par l’intermédiaire du système postal, les envois seront livrés partout dans le monde selon les normes établies et sans frais supplémentaires ni arrangements spéciaux.

*Avantages pour les organisations postales*

1. Grâce à la mise en œuvre du projet Ecom@Africa, les organisations postales africaines devraient bénéficier d’une capacité postale renforcée. Cette amélioration permettra aux organisations d’être prêtes sur le plan opérationnel pour le commerce électronique. Les domaines à améliorer comprennent la logistique de la chaîne d’approvisionnement, le système de paiement, les technologies de l’information et le marketing.

*Impact escompté*

1. Pour les organisations postales, Ecom@Africa va leur donner un nouveau portefeuille de services amélioré avec un très fort potentiel de croissance et de rentabilité. Il s’agira là d’un élément clé de la viabilité des organisations, qui sera garanti par l’amélioration de l’efficacité opérationnelle.
2. Le projet aura également des retombées positives pour les économies des pays participants, car il ouvrira des débouchés pour le commerce de vertu aux micro, aux petites et moyennes entreprises. Cette intégration commerciale augmentera en effet les possibilités d’emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, ce qui contribuera à son tour à la réduction de la pauvreté et à la croissance des revenus et à l’accroissement du commerce intra-africain, l’un des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).
3. Par-dessus tout, le projet portera sur l’inclusion dans de nombreux aspects de l’économie, y compris la réduction des obstacles au commerce pour les petits acteurs.

*Pays déjà impliqués dans l’initiative*

1. À ce jour, les pays suivants ont déjà fait l’objet d’une action de sensibilisation de l’UPU :

* Pays ayant signé l’accord de mise en œuvre – Tunisie, Côte d’Ivoire, Éthiopie.
* Pays en négociation – Afrique du Sud et Kenya.
* Pays ayant déjà démarré la mise en œuvre – Tunisie, Côte d’Ivoire, Afrique du Sud, Éthiopie.
* Pays ayant manifesté de l’intérêt – Maroc, Cameroun, Ghana, Djibouti et Tanzanie.

Décision attendue des ministres

1. Les honorables ministres sont invités à :
2. Prendre note des progrès accomplis ;
3. Encourager les États membres à se joindre au projet et à le mettre en œuvre en suivant les étapes clés suivantes :
   * Mettre en place une équipe de projet nationale et nommer une institution chef de file pour gérer et superviser la mise en œuvre de l’initiative, y compris l’élaboration du plan de mise en œuvre en consultation avec le Bureau international de l’UPU et l’UPAP ;
   * Assurer un alignement politique et réglementaire approprié d’Ecom@Africa avec les stratégies nationales de développement du commerce électronique et les stratégies postales ;
   * Fournir toutes les ressources nécessaires (notamment toutes les initiatives d’approvisionnement nécessaires) pour assurer la mise en œuvre réussie de l’initiative. À cet égard, le gouvernement du pays membre de l’Union paiera à l’avance toutes les dépenses engagées par le Bureau international de l’UPU et/ou l’UPAP pour la mise en œuvre du projet, y compris les services administratifs et opérationnels ;
   * Fournir des incitations pour simplifier les procédures et rendre le commerce électronique plus accessible aux populations et aux MPME;
   * Fournir des campagnes de communication ciblées et des programmes d’incitation appropriés pour encourager les MPME et les acteurs du commerce électronique à participer à Ecom@Africa ;
   * Assurer la participation collaborative des acteurs clés d’Ecom@Africa tout au long des phases du projet.
4. Inviter la Commission de l’UA à œuvrer à la recherche d’une synergie entre Ecom@Africa et les projets similaires existants ;
5. Demander au secrétariat de l’UPAP de faire rapport sur l’impact du projet dans les pays pilotes.

Banque africaine de développement (BAD)

Rapport du groupe de travail UA-UE sur l’économie numérique (DETF) (Annexe 4)

*Contexte général*

1. L’Afrique, qui abrite la population la plus jeune du monde, progresse rapidement dans l’adoption du numérique. Au cours des dix dernières années, le continent a enregistré la plus forte croissance mondiale de l’accès à Internet, passant de 2,1 % en 2005 à 24,4 % en 2018[[5]](#footnote-6). Les progrès sont visibles non seulement dans le domaine de la connectivité à l’Internet, mais également dans celui des abonnements à la téléphonie mobile et cellulaire et dans les ménages équipés d’un ordinateur, et la tendance affecte l’économie dans son ensemble. GSMA a indiqué que l’« économie mobile » représentait 6,7 % du PIB global de l’Afrique en 2016, soit 153 milliards de dollars EU. Selon les prévisions, ce montant devrait atteindre 7,6 % (214 milliards de dollars EU) du PIB total de l’Afrique d’ici à 2020. Les gains de productivité liés à la technologie dans des secteurs cruciaux (services financiers, éducation, santé, commerce de détail, agriculture et gouvernement) en Afrique devraient atteindre entre 148 et 318 milliards de dollars EU d’ici 2025[[6]](#footnote-7).
2. L’économie numérique en Afrique offre non seulement des possibilités d’accroître la création d’emplois et de données permettant d’obtenir des informations exploitables, mais aussi la base pour reconnaître les droits de l’homme, accélérer l’accès à des services de base de qualité, améliorer la transparence et la responsabilité des gouvernements, et renforcer la démocratie. Les services en ligne peuvent améliorer tous les domaines de service public et de base. La santé en ligne peut améliorer l’accès et la qualité des soins grâce à la télémédecine et aux systèmes de gestion de l’information hospitalière ; l’éducation et l’apprentissage en ligne peuvent soutenir la création de ressources éducatives numériques collectives, et la réalité virtuelle peut améliorer l’accès des jeunes des régions reculées à une formation professionnelle de qualité ; les petites exploitations agricoles peuvent bénéficier d’informations commerciales et de systèmes d’alerte rapide, et la gouvernance peut être améliorée par l’utilisation des registres civils numériques, des technologies civiles, etc.
3. L’Afrique a la possibilité de tirer parti de l’économie numérique en tant que moteur d’une croissance et d’une innovation durables et inclusives pour atteindre les objectifs de développement durable grâce aux TIC, mais si elle n’exploite pas ces possibilités, ses économies risquent l’isolement, la stagnation et une fracture numérique croissante. Avec des investissements adéquats dans la connectivité, des réformes appropriées, un soutien au dialogue politique et une assistance technique, l’Afrique pourrait être en mesure d’accélérer les modèles de croissance, permettant à l’économie numérique d’influencer tous les secteurs de l’économie et de la société. Il peut en résulter une inclusion, une durabilité, une croissance et une réduction de la pauvreté nouvelles.
4. Les dirigeants africains ont l’ambition affichée de créer un marché numérique unique sur le continent. Les gouvernements africains se sont engagés à accélérer le développement socio-économique durable sur le continent en adoptant l’Agenda 2063 de l’Union africaine et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), tandis que des travaux d’harmonisation importants sont en cours au niveau de la majorité des CER. En outre, des initiatives telles que l’Alliance Smart Africa[[7]](#footnote-8) apportent de nouvelles solutions africaines supplémentaires pour stimuler l’économie numérique sur le continent.
5. Dans l’Union européenne, le marché unique numérique crée un espace de compétitivité et d’innovation et un marché commun pour plus de 500 millions de personnes. Il repose sur un ensemble complet de politiques, de programmes et de réglementations conçus pour éliminer les obstacles nationaux, promouvoir la connectivité, les compétences numériques, la recherche, l’innovation et l’esprit d’entreprise. Il comprend des mesures visant à soutenir le commerce numérique et le commerce électronique ainsi que l’interopérabilité des services d’administration en ligne. En même temps, il aborde les défis de la protection des droits des citoyens, notamment leur droit à la vie privée.
6. L’objectif de l’Afrique et de l’UE est de coopérer afin de mieux relier les deux marchés et d’accélérer la réalisation des objectifs de développement durable sur la base d’un partenariat numérique fondé sur une vision commune et des principes communs. Cela a été reconnu lors du Sommet UA-UE de 2017 par la Déclaration dans laquelle les dirigeants de l’UA et de l’UE se sont engagés à « saisir les opportunités du développement technologique et de l’économie numérique, notamment en échangeant des cadres politiques, juridiques et réglementaires mesurables en matière de TIC, notamment la cybersécurité et la biométrie, en appuyant les investissements dans les infrastructures numériques et en intégrant le numérique comme un outil pour améliorer l’efficacité des interventions dans tous les secteurs. »
7. À cet égard, la 2e session ordinaire du Comité technique spécialisé de l’UA sur la communication et les TIC a réaffirmé et souligné le rôle essentiel du programme de numérisation et l’immense opportunité qu’il offre à l’Afrique pour conduire les changements fondamentaux du 21e siècle. En outre, la 30e Conférence de l’UA s’est engagée à assurer un environnement juridique et réglementaire qui permettra la croissance de l’économie numérique en Afrique grâce à des applications et des services innovants, plaçant l’Internet au cœur du programme de développement de l’Afrique.
8. De même, dans son discours sur l’état de l’Union en septembre 2018[[8]](#footnote-9), le président de la Commission européenne, M. Juncker, a proposé une nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables, visant à promouvoir la coopération intercontinentale sur un pied d’égalité.
9. L’objectif à long terme de l’alliance est de créer un accord de libre-échange global de continent à continent entre l’Afrique et l’UE, en s’appuyant sur la ZLECAf. Parmi les actions spécifiques déclenchées par l’Alliance, quatre groupes de travail thématiques ont été créés sur les solutions numériques, l’énergie, les transports et l’agriculture.
10. Conformément à ce qui précède, la Commission de l’UA et la Commission européenne ont créé en décembre 2018 un groupe de travail sur l’économie numérique (DETF) pour guider l’UE et l’UA dans la définition des priorités des actions de coopération. L’objectif du groupe de travail est de fournir une plateforme de partenariat pour le secteur privé, les donateurs, les organisations internationales, les institutions financières et la société civile sur la base d’une compréhension commune de la manière dont une transformation numérique africaine déjà en évolution peut réaliser une intégration transfrontalière, accélérer le développement durable et apporter des bénéfices à tous les citoyens.
11. En conséquence, le DETF UE-UA a travaillé à l’élaboration d’une vision commune, d’un ensemble de principes communs et d’une liste de recommandations politiques et d’actions axées sur quatre objectifs principaux.

*Une vision commune*

1. Les partis du DETF partagent une vision à long terme d’une économie et d’une société numérique inclusive dans laquelle chaque citoyen, notamment les femmes et les jeunes, a la possibilité de participer au monde numérique. Une attention particulière est accordée aux défis du déplacement d’emplois, de la désinformation, de la protection de la vie privée et des droits de l’homme. Un ensemble plus harmonisé de politiques, de règles et de législations aux niveaux régional et continental entraîne une augmentation des investissements, tout en protégeant les droits des travailleurs et des consommateurs. Les services d’administration en ligne sont interopérables et accessibles quel que soit le pays d’origine ; les entrepreneurs numériques peuvent créer facilement des entreprises à moindre coût administratif et avec un minimum de données. Les biens, services et produits physiques numériques associés au commerce numérique intra-africain circulent librement à travers les frontières.

*Un partenariat multipartite basé sur des principes communs*

1. La réalisation de cette vision nécessite un soutien politique concerté, la participation des gouvernements et la mobilisation du secteur privé, de la société civile, des universités et des organisations internationales qui ont un intérêt évident à créer la prospérité sur le continent. Un tel partenariat doit reposer sur des principes communs :
2. Leadership africain ;
3. Approche centrée sur l’être humain ;
4. Services numériques par défaut ;
5. S’appuyer sur le cadre institutionnel existant ;
6. Libre circulation des données ;
7. Avantage mutuel entre l’Afrique et l’Europe ;
8. Un environnement réglementaire transparent, prévisible et stable ;
9. Un leadership politique fondé sur le respect de la démocratie et des droits de l’homme ;
10. Amélioration de la coordination des intervenants ;
11. Durabilité climatique ;
12. Développement inclusif et durable.

*Recommandations*

1. Les principales recommandations sont les suivantes :
   * + 1. Accélérer la réalisation de l’accès universel à des services à large bande abordables
2. Stimuler l’investissement dans les infrastructures de télécommunications, depuis l’accès local aux réseaux jusqu’à un continent interconnecté et mettre au point des instruments financiers adaptés à la spécificité de chaque projet d’infrastructure grâce à des partenariats entre investisseurs, gouvernements, institutions financières et donateurs internationaux.
3. Promouvoir un environnement réglementaire favorable à des marchés régionaux concurrentiels et harmonisés dans le domaine de la connectivité.
4. Connecter l’Afrique rurale grâce à de nouveaux modèles commerciaux et partenariats.
5. Promouvoir des mesures qui rendent le large bande et la technologie plus abordables pour les citoyens et les protègent des cybermenaces.
   * + 1. Garantir des compétences essentielles pour tous, dans les domaines de l’éducation et de l’enseignement et de la formation professionnels (EFP), afin de permettre aux citoyens de s’épanouir à l’ère du numérique.

* 1. Œuvrer au développement de partenariats par le biais d’une Alliance africaine multipartite pour les compétences et l’emploi numériques, qui associe des partenaires africains et européens, afin d’engager un dialogue politique et de sensibiliser les décideurs politiques à l’élaboration de politiques numériques par défaut et d’harmoniser les efforts aux niveaux continental, régional et national, en se fondant sur une évaluation approfondie des opportunités commerciales.
  2. Intégrer les compétences numériques et un comportement responsable en ligne chez tous les citoyens afin de leur permettre d’être des participants actifs et efficaces dans la société numérique et de les sensibiliser aux risques en termes de droits numériques, de sécurité et de sûreté en ligne.
  3. Promouvoir les compétences numériques et transversales dans les écoles et autres établissements d’enseignement, en réexaminant les programmes d’enseignement en fonction de l’évolution des besoins et des tendances dans l’économie et la société numériques.
  4. Faciliter le développement des compétences numériques dans tous les secteurs de l’économie qui utilisent la technologie, en mettant particulièrement l’accent sur les gouvernements, les administrations, les prestataires de services et la société civile, en fournissant des compétences numériques et transversales à ceux qui entrent ou sont déjà sur le marché du travail, notamment les professionnels des TIC et les entrepreneurs du numérique.
     + 1. Améliorer l’environnement des entreprises et faciliter l’accès au financement et aux services de soutien aux entreprises pour stimuler l’esprit d’entreprise grâce au numérique.
  5. Établir et renforcer les partenariats entre les partenaires africains et européens, ainsi qu’entre les acteurs régionaux africains, afin d’harmoniser les efforts liés à l’entrepreneuriat numérique aux niveaux continental, régional et national.
  6. Adapter le cadre réglementaire local à l’économie numérique à tous les niveaux de la chaîne de valeur, afin d’assurer aux entreprises numériques de toutes tailles, aux MPME, aux jeunes entreprises et aux entreprises sociales la souplesse et la facilité de faire des affaires.
  7. Contribuer à la création d’un écosystème porteur qui s’attaque à tous les obstacles et besoins interdépendants et améliorer les services consultatifs afin de stimuler l’entreprenariat numérique pour les entreprises numériques, notamment les PME, les nouvelles entreprises et les entreprises sociales.
  8. Faciliter l’accès au financement et aux mécanismes de financement pour les entreprises numériques de toutes tailles, les MPME, les nouvelles entreprises et les entreprises sociales, à tous les niveaux.
     + 1. Accélérer l’adoption des services en ligne et accélérer davantage leur adoption.
     1. Donner la priorité au déploiement des éléments de base essentiels des services de gouvernance en ligne tels que l’identification électronique, la numérisation et l’interconnexion des registres publics, l’administration publique sans numéraire et les données ouvertes pour l’innovation, dans le but de permettre l’économie numérique tout en assurant des sociétés plus inclusives, où l’accès aux droits et services fondamentaux est assuré.
     2. Intégrer la fourniture de services en ligne, mis au point par les secteurs public et privé, à des actes juridiques et à une réglementation appropriés à tous les niveaux, en veillant à ce que les données nécessaires pour fournir des services en ligne à la communauté soient librement accessibles tout en respectant pleinement les droits de protection des données.
     3. Encourager l’intégration intra-africaine dans le commerce numérique afin d’accroître la participation des entreprises au commerce électronique national, régional et international, en particulier transfrontière, en vue de créer des débouchés commerciaux sans précédent pour tous.
     4. Encourager les mesures visant à réaliser l’interopérabilité et à offrir encore plus d’avantages aux citoyens et aux entreprises, en s’appuyant sur les réussites enregistrées sur le continent africain en matière de développement et d’adoption des services financiers numériques.

*Perspectives*

1. La marche à suivre comprend la diffusion du rapport et l’élaboration d’une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations politiques.

Décisions attendues du Comité

1. Les honorables ministres sont priés de :
2. Prendre note du rapport du DETF et féliciter la Commission de l’UA et la Commission européenne pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration du Sommet UA-UE de 2017 ;
3. Inviter la Commission de l’UA à diffuser le rapport à tous les États membres et à inclure les principales conclusions et recommandations politiques dans la Stratégie numérique globale pour l’Afrique ;
4. Demander aux États membres et aux parties prenantes de fournir des contributions et des orientations sur la marche à suivre, notamment l’élaboration d’une feuille de route pour la mise en œuvre.

TROISIÈME PARTIE : GOUVERNANCE, COORDINATION, VULGARISATION ET PARTICIPATION DU CCTIC AUX FORUMS INTERNATIONAUX

Participation à des forums internationaux

1. Le Comité a pris note de la tenue des réunions au cours de la période 2019-2021 et a recommandé une participation massive des États membres de l’UA et que l’Afrique s’exprime d’une seule voix :
   * Conférence mondiale des radiocommunications 2019 (CMR-19) du 28 octobre au 22 novembre 2019, Charm el-Cheikh (Égypte).
   * 3e Congrès extraordinaire prévu pour les 24 et 25 septembre 2019 au Centre International de Conférences de Genève (CICG) à Genève (Suisse), sur les frais postaux terminaux.
   * 27e Congrès ordinaire de l’UPU qui se tiendra à Abidjan (Côte d’Ivoire) en août 2020.
   * Forum mondial sur la gouvernance de l’Internet prévu du 25 au 29 novembre 2019 à Berlin (Allemagne).

ANNEXES

* + - 1. Plan d’action pour la mise en œuvre de la Déclaration du CTS-2 ;
      2. Stratégie globale de transformation numérique (DTS)
      3. Directives pour l’Afrique sur la protection des données pour l’Afrique
      4. Rapport du groupe de travail UA-UE sur l’économie numérique (DETF)

1. EX.CL/Dec.739(XXII), EX.CL/Dec.545(XVI), EX.CL/Dec.613(XVIII), EX.CL/Dec.835(XXV), EX.CL/Dec.987(XXXII) [↑](#footnote-ref-2)
2. La maturité numérique est une mesure de l’état de préparation d’un pays / d’une organisation à la transformation numérique. [↑](#footnote-ref-3)
3. <https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tn_unctad_ict4d12_en.pdf> [↑](#footnote-ref-4)
4. Computer Security Incident Response Teams (CSIRT) et ou Computer Emergency Response Team (CERTs) [↑](#footnote-ref-5)
5. [ITU World Telecommunication / ICT Indicators database](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx). Site Web. [↑](#footnote-ref-6)
6. Manyika, J. et al. (2013) [Lions go digital: The Internet’s transformative potential in Africa](https://www.mckinsey.com/industries/high-tech/our-insights/lions-go-digital-the-Internets-transformative-potential-in-africa). McKinsey Global Institute. Site Web. [↑](#footnote-ref-7)
7. [Smart Africa Alliance overview.](https://smartafrica.org/about/overview/) Site Web. [↑](#footnote-ref-8)
8. Commission européenne (2018) [State État de l’Union 2018 : Vers une nouvelle « Alliance Afrique-Europe » pour renforcer les relations économiques et stimuler les investissements, l’emploi et la communication sur une nouvelle « Alliance Afrique-Europe » pour des investissements et des emplois durables.](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-5702_en.htm) 12.9.2018 COM (2018) 643. [↑](#footnote-ref-9)